

# relations

mars 1983

# 1,6 million

**LE CANADA ET L'O.E.A.  
LA MACHINE LIBÉRALE FÉDÉRALE**

# SOMMAIRE

volume 43 numéro 488

mars 1983

## FACE À L'ACTUALITÉ

- Le racisme dans le taxi à Montréal (J.H.) — Guatemala: ça continue (M.L.) — Quelque part l'Erythrée... en guerre depuis 21 ans! (K.L.) 43

## DOSSIER

- Liminaire** 46
- Irénée DESROCHERS Des insultes... mais peu d'idées 47  
Pour une économie nouvelle 49  
Relire la lettre des évêques 53  
Pour une politique nouvelle 55  
Rendez-vous à Ottawa 57
- Julien HARVEY Les évêques et l'économie 58  
canadienne

## ARTICLES

- Michel BRUNET Le Parti libéral fédéral et l'art d'être 61  
au pouvoir
- Kari POLANYI LEVITT Le Canada et l'O.E.A. 64

## CHRONIQUES

- Michel-M. CAMPBELL Tootsie ou le refus radical du 67  
sexisme
- Diane ALMÉRAS Les Fous de Bassan 68
- PÊLE-MÊLE 70
- Andrée PILON Improvisation sur un thème de la 71  
QUIVIGER Genèse

# relations

revue du mois publiée sous la responsabilité d'un groupe de membres de la Compagnie de Jésus.

### BUREAUX

8 100, boul. St-Laurent  
Montréal H2P 2L9;  
tél.: (514) 387-2541.

### DIRECTEUR

Albert Beaudry

### CONSEIL DE DIRECTION

Jean-Louis D'Aragon, Jean-Paul Rouleau, Jacques St-Aubin, Roger Sylvestre.

### COMITÉ DE RÉDACTION

Ginette Boyer, assistante à la rédaction, Jacques Chênevert, Irénée Desrochers, Julien Harvey, Denis Lalonde, Karl Lévesque, Roger Marcotte, Guy Paiement.

### COLLABORATEURS:

Diane Alméras, Marcel Arteau, Nadia Azer, Renaud Bernardin, Michel-M. Campbell, Yves Lever, Annine Parent Fortin, Jean Picher, Andrée Pilon Quiviger, Jacques Racine, Jean-Paul Rouleau, Carolyn Sharp.

### PAGE COUVERTURE

Jean Villemaire

### PHOTOS

Paul Hamel

### ABONNEMENTS

Hélène Desmarais  
(514) 387-2541.

### DISTRIBUTION:

Les Distributeurs  
Associés du Québec  
(DAQ) Ltée  
3600, boul. du Tricentenaire,  
Montréal H1B 5M8  
(514) 645-8754

*Relations* est une publication des Éditions Bellarmin.

**Prix de l'abonnement: 12,50 \$ par année (10 numéros). Le numéro: 1,50 \$.**

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans le Répertoire analytique d'articles de revue du Québec (RADAR) de la Bibliothèque nationale du Québec, dans l'Index analytique de périodiques de langue française (PERIODEX), dans le *Canadian Periodical Index*, publication de l'Association canadienne des Bibliothèques, et dans le *Répertoire canadien sur l'éducation*, Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0034-3781

On peut se procurer le microfilm des années complètes de *Relations* en s'adressant à *University Microfilms*, Ann Arbor, Michigan 48106 U.S.A.

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement  
no 0143

## LE RACISME DANS LE TAXI À MONTRÉAL

Depuis le 12 janvier, la Commission des droits de la personne du Québec reçoit des audiences sur le racisme dans l'industrie du taxi à Montréal. C'est là un événement qu'il ne faut pas négliger et il ne faudra pas non plus laisser se perdre dans le silence le rapport de la Commission. C'est qu'il y a là un très grave problème: la croissance du racisme parmi nous. L'occasion de l'enquête a été le congédiement d'une vingtaine de chauffeurs noirs, haïtiens dans le cas, par une compagnie de taxi, S.O.S., pour la simple raison qu'une partie des clients refusent les chauffeurs noirs. Certains prétendent qu'environ 25% des clients agiraient ainsi. La conséquence serait que 10 des 115 compagnies de taxi de la métropole refuseraient d'engager un Noir, pour satisfaire leur clientèle.

Mais l'incident, pour regrettable qu'il soit, n'est que la pointe de l'iceberg. Depuis que les Haïtiens sont nombreux à Montréal (environ 34 000), ils sont relativement nombreux dans le taxi (environ 800 sur les 10 000 taxis). Les raisons sont multiples et relèvent souvent déjà du racisme: opération très louche de Transport-Canada (1er avril 1982), au moyen d'un règlement qui fait passer en une journée de 85% à 2% la proportion de chauffeurs noirs à l'aéroport de Dorval, jugement indéfiniment différé et finalement très discutable sur l'incident de la rue Bélanger (20 juin 1979, avec jugements en novembre 1982), incident mineur en apparence mais dont les conséquences révèlent les traits principaux du racisme montréalais.

Plus gravement encore, l'enquête en cours révèle que nos services publics, particulièrement la police et le personnel de la CTCUM, permettent à un nombre considérable de brutes de manifester sans aucune réserve le racisme le plus révoltant. Des chauffeurs par centaines ont été injuriés ("Maudit importé", "Maudit chien sale") et régulièrement invités à retourner en Haïti à l'occasion de la moindre irrégularité; les contraventions ont été multipliées sans raisons valables ou du moins par un excès de zèle qu'on n'a guère vu à Montréal à l'égard des chauffeurs blancs. Des Noirs, surtout femmes et enfants, sont régulièrement injuriés dans les autobus.

Derrière tout cela, des gestes pour le moins maladroits des médias, journaux et radio, présentant des événements impliquant des chauffeurs noirs avec une couleur raciste vraiment dénuée de toute éthique professionnelle.

Les rapports à la Commission d'enquête sont abondamment documentés. Ils sont aussi en général nuancés. Ils refusent de considérer comme raciste l'ensemble de la population de Montréal, ils n'incriminent pas tous les policiers ni tous les collègues chauffeurs blancs. Il faut leur en être reconnaissants, car beaucoup parmi nous auraient atteint, à leur place, un ni-

veau d'exaspération beaucoup plus élevé. Ils ne se donnent pas de brevet d'innocence absolue mais refusent les mensonges massifs: "ILS ne connaissent pas la ville", "ILS ont des taxis payés par le gouvernement", "ILS donnent au client des reçus plus élevés que le prix de la course", etc. Il n'est pas besoin d'avoir étudié longuement le racisme pour savoir que c'est le monde où le mensonge a le plus grand et le plus durable succès.

La première et la plus grave question que l'enquête suscite est la suivante: comment expliquer, et plus encore comment justifier et tolérer, que 25% des usagers montréalais du taxi acceptent, pour une raison ou pour une autre, de se moquer de notre Déclaration des droits de la personne et refusent (souvent même à son arrivée à la maison après un appel téléphonique!) un travailleur dont on dit que sa couleur ou sa race ne doivent causer aucune discrimination? Quand le rapport sera publié, si l'argument légal demeure inutile (comme c'est trop souvent le cas au Québec, comme le rappelle une note récente d'un organisme de protection des Noirs dont l'origine remonte à 1927, le Negro Community Centre), je proposerais qu'une déclaration oecuménique de tous les chefs religieux montréalais condamne comme antichrétienne toute pratique raciste de la clientèle du taxi. Il y a tout de même encore, à Montréal, des hommes et des femmes qui seront sensibles à un tel appel, au moins ceux et celles qui appellent un taxi pour aller à la messe!

### le prochain LUNDI de Relations

#### LES ALTERNATIVES À LA GRÈVE

Devant l'attitude de l'État, on doit s'inquiéter des moyens qui restent aux syndiqués de faire valoir leurs droits. Plusieurs d'entre eux, d'autre part, vivent de façon déchirante le conflit entre leur solidarité syndicale et les coûts d'une grève dans les hôpitaux, les écoles et les services publics.

M. René Doucet, professeur agrégé de l'École des Hautes études commerciales (HEC), conseiller du groupe "Urgence-médiation";

M. Camille Lacoste, éducateur spécialisé à l'hôpital Rivière-des-Prairies et responsable de la formation au Conseil central de Montréal (CSN);

Mme Ginette Thériault, vice-présidente du syndicat des professeurs du cégep Maisonneuve.

Rendez-vous:

**lundi, le 21 février**

**de 19h30 à 22h00**

à la Maison Bellarmin

25, Jarry ouest (Métro Jarry) L'entrée est libre.

Mais plus encore, il faudra que la majorité silencieuse agisse, à propos du racisme stupide de ceux qui finalement doivent leur travail et leur salaire à la population, les policiers, les chauffeurs d'autobus, les percepteurs de métro et les autres employés civils. Un excellent rapport à la Commission, celui du Bureau de la communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal, écrit ceci: "Il nous paraît essentiel d'inculquer à tous ceux qui embrassent ces voies (du racisme), surtout dans leur comportement vis-à-vis de groupes culturels minoritaires à différence plus marquée, la notion trop souvent oubliée de SERVICE public. Que de drames, que d'incompréhensions, que d'injustices inutiles seraient épargnés si, fidèles à la définition même de leur profession, les membres de ces différents corps se comportaient comme étant *au service du public* et ne considéraient pas,

au départ, *les autres* (simples particuliers, immigrants, travailleurs du taxi, etc.) comme des ennemis à mater, mais au contraire comme des êtres humains (comme eux!) à qui, de par leur fonction, ils doivent assistance et protection" (Mémoire, p. 24). Une réflexion comme celle-là ne devrait pas s'adresser au citoyen ordinaire d'abord, mais à ceux qui prétendent nous représenter à la ville. Nous savons tous que les services publics, qu'il s'agisse de la police ou de la Commission des transports, ont une certaine autonomie. Mais nous savons aussi qu'ils suivent des directives. Il serait plus que temps que quelques directives venues de l'Hôtel de Ville mettent fin à un laisser-aller bien québécois, mais qui, dans le cas présent, est à devenir criminel.

**Julien Harvey**

## GUATEMALA: ÇA CONTINUE

Pax Christi, mouvement international catholique pour la paix, vient de publier, le 12 décembre dernier, un nouveau rapport au sujet de la violation des droits humains au Guatemala. Ce rapport est le résultat d'une mission d'enquête organisée par le *Conseil national des Églises du Christ* des États-Unis qui s'est rendu au Guatemala du 7 au 12 novembre dernier.

Au Guatemala, rappelons-le, un coup d'État en mars 1982 a porté à la présidence le Général Efraim Rios Montt quelques semaines seulement après des élections frauduleuses. Le Général Montt n'a pas entrepris de réforme agraire comme l'a fait le Salvador. Montt s'est contenté d'affirmer qu'il accédait au pouvoir "de par la volonté de Dieu", et qu'il fallait beaucoup "d'amour" pour surmonter la crise guatémaltèque. Se basant sans doute sur ces bonnes paroles, le département d'État américain s'est empressé de déclarer qu'il y avait une nette amélioration de la situation des droits humains au Guatemala, et qu'en conséquence on pouvait y reprendre l'aide militaire au régime du Général Rios Montt.

De son côté, le rapport du Conseil national des Églises du Christ montre que la "gentillesse" de Rios Montt cache une terrible et cruelle réalité. Ce rapport vient à la suite d'une dizaine d'autres depuis l'avènement du nouveau président, parmi lesquels ceux d'Amnistie internationale, de la Commission des droits humains de l'O.E.A., d'America's Watch, d'Oxfam Amérique, de la Commission des droits humains du Guatemala, et de Pax Christi international. Tous ces rapports, hélas, confirment les mêmes faits: les massacres, sans distinction, de populations civiles, surtout de paysans indigènes, hommes, femmes et enfants, n'ont jamais cessé depuis mars 1982. Quelque 10 000 personnes auraient été massacrées entre mars et octobre 1982.

Ce dernier rapport des Églises américaines apporte quelques éléments nouveaux, en ce sens qu'il laisse entrevoir toute la politique diabolique de l'actuel président qui vient de demander en décembre, rappelons-le, la démission de tous les membres de son gouvernement.

La politique guatémaltèque en vigueur s'est donné le programme "fusils et fèves"; en deux temps successifs, il s'agit de perpétrer des massacres pour "annihiler" la subversion et de se présenter avec vivres et médicaments auprès des survivants. Comme on le voit, cette politique force les gens, par la terreur, à fuir leurs villages; on brûle leurs récoltes pour mieux les affamer pour qu'ils soient finalement obligés de "demander la protection" de l'armée qui les parque dans des "hameaux modèles". Le rapport des Églises rapporte, entre autres, le climat de peur qui règne dans ces villages. Car cette politique oblige les paysans, sous peine de torture et de mort, à intégrer les "patrouilles civiles". Par la suite, ils seront envoyés au-devant, dans les affrontements avec la résistance populaire armée. Cette politique consiste également à "déguiser" les soldats en guérilleros afin d'accuser systématiquement la guérilla des massacres effectués par l'armée. Le rapport affirme néanmoins que les paysans comprennent ce qui se passe parce qu'ils savent d'eux-mêmes reconnaître "qui est qui".

Toutes ces dénonciations viennent de recevoir, le 3 décembre dernier, un appui important; une résolution de la Suède, endossée entre autres par le Canada, a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies. Cette résolution condamne le régime militaire de Rios Montt pour ces violations grossières des droits humains et demande que cessent ces violations et le déplacement forcé de la population indigène pour former des hameaux stratégiques; elle demande enfin aux gouvernements du monde de s'abstenir d'envoyer de l'aide militaire au régime guatémaltèque.

Mais cela n'a pas empêché le département d'État américain, dès janvier 1983, comme M. Reagan l'avait lui-même affirmé au cours de son récent voyage en Amérique latine, d'annoncer la reprise de l'aide militaire américaine au Guatemala, suite à une "nette amélioration des droits humains".

**Marthe Lapierre**  
du comité Québec-Guatemala

## QUELQUE PART L'ÉRYTHRÉE... EN GUERRE DEPUIS 21 ANS!

En Érythrée se mène une des seules luttes de libération nationale qui ne soit pas seulement non-alignée, mais farouchement, violemment opposée tout autant aux États-Unis qu'à l'Union soviétique. Et pour cause!

Même si l'on peut retracer des frontières reconnues entre l'Éthiopie et l'Érythrée dès 1889 (Traité d'Ucciali signé par l'Italie avec l'Éthiopie), il serait anachronique de prétendre retrouver une identité nationale érythréenne avant le début de la décolonisation: les nations modernes sont un phénomène nouveau. Par ailleurs, après la longue colonisation italienne, l'Érythrée devait passer sous occupation britannique jusqu'en 1952. Et de 1947 à cette date, son statut sera longuement discuté aux Nations unies. Sur la recommandation d'une commission d'enquête composée des Grands de l'époque, le 2 décembre 1950, l'Assemblée générale votera une résolution à l'effet que l'Érythrée deviendrait une "unité autonome fédérée à l'Éthiopie sous la couronne éthiopienne". Alors qu'on accorde l'indépendance à la Somalie, à la Lybie et à l'Éthiopie, l'Érythrée, au mépris des aspirations explicites du peuple lui-même, fut précipitée dans une nouvelle forme de pacte colonial, déguisé en fédération. Comment nommer autrement ce monstre constitutionnel: une société démocratique se voyait de force unie à une autocratie de type féodal, les deux partenaires étaient inégaux, et sans arbitre "neutre", aucune disposition n'était prévue en cas de conflits!

Pourquoi l'Érythrée ne fut-elle pas écoutée dans son droit d'autodétermination? M. J. Foster Dulles, en s'adressant au Conseil de sécurité des Nations unies en 1952, en donnait la raison:

Du point de vue de la justice, il faut tenir compte de l'opinion du peuple érythréen. Cependant les intérêts stratégiques des États-Unis dans le Bassin de la mer Rouge et des considérations de sécurité et de paix mondiale nécessitent la réunion de ce pays avec notre allié, l'Éthiopie.

Voilà pourquoi le peuple érythréen fut reconnu comme "titulaire de droits mais non sujet de droits". L'Éthiopie obtiendra l'accès à la mer... et Haïlé Sélassié pourra poursuivre son ambition impériale sur la Corne de l'Afrique. Les États-Unis obtenant en retour des facilités pour la construction d'une base militaire importante dans la région (Kagnew à Asmara). Si donc les Nations

1. Pol Pot et Mengistu sont petits-cousins dans cette pratique d'un communisme vertueux jusqu'à l'intransigeance, et qui prétend s'appuyer sur les valeurs paysannes et populaires. Ils se ressemblent, même si l'un dépasse l'autre dans l'horreur: au Cambodge, au nom de cette pureté, on nettoiera "physiquement" le pays au prix de millions de crimes.
2. François Houtart "Les aspects sociaux de la révolution érythréenne" et Mary Dines "La transformation sociale de la société érythréenne", in *Le cas de l'Érythrée, Documents du tribunal permanent des peuples, session de mai 1980, Bruxelles, 1981, p. 237-351.*

unies ont commis cette terrible erreur historique de créer l'Érythrée comme satellite de l'Éthiopie, ce fut pour répondre à des intérêts géopolitiques et stratégiques des États-Unis.

Quand, le 14 novembre 1962, l'empereur Sélassié proclama l'annexion pure et simple, c'est-à-dire la disparition des clauses fédérales qui avaient été d'ailleurs fort peu respectées, qui ne l'avait pas prévu? Et quel recours légal restait à l'Érythrée? C'est ainsi qu'elle fut acculée à prendre la voie des armes. Dans ces premières années d'affrontement entre la guérilla et les armées d'Addis Abeba, les États-Unis supporteront et armeront l'Éthiopie, les Israéliens entraîneront les commandos de Sélassié. Ainsi commence une guerre qui sera la plus longue et la plus meurtrière de toute l'Afrique: 21 ans, 100 000 morts, plus de 800 000 déracinés. Lutte peu connue, qui n'intéresse personne, surtout pas les médias, dans la mesure où elle ne s'alimente pas au bipolarisme des blocs qui s'affrontent par tiers monde interposé.

En effet, retournement de l'histoire, logique réaliste des superpuissances où l'intérêt prime sur l'idéologie, avec l'arrivée au pouvoir de Mengistu, ce socialiste puritain et horriblement répressif<sup>1</sup>, le projet de libération nationale de l'Érythrée découvre un nouvel ennemi, cette fois-ci sur sa gauche. L'Union soviétique appuie le Dergue. Les ennemis du socialisme impérial deviennent donc ses ennemis. C'est avec l'appui massif des armes soviétiques que 40 000 Éthiopiens sont lancés dans une offensive dite "finale"... depuis janvier 1982. La Lybie soutient l'offensive de Mengistu de ses millions, de son peuple et de ses avions Hercules 30. Le Yémen prête ses pilotes pour opérer les redoutables hélicoptères soviétiques. Tout comme l'appui inqualifiable de Cuba à l'Éthiopie sur une autre frontière de guerre constitue finalement une prise de partie contre la lutte de libération nationale de l'Érythrée. En dépit de ce colossal appareil militaire, la sixième offensive "Étoile rouge" piétine: les désertions sont nombreuses, et la résistance des Érythréens est héroïque.

Actuellement ils se battent pour l'autonomie, l'indépendance, et non pas pour le retour à la fédération. Cependant, dans un communiqué de presse en date du 1er décembre 1982, le FPLE (Front populaire de libération de l'Érythrée) condamne l'intervention soviétique en Éthiopie, en Somalie, en Ogaden, et affirme l'urgence de coopération en Éthiopie même entre "les nationalités et leurs représentants, entre les organisations démocratiques, dans leur lutte pour une unité fondée sur l'égalité et l'intérêt commun".

Ainsi va cette guerre, depuis vingt-et-un ans, qui laisse après elle non seulement des morts et des blessés, mais cet autre drame, immense, des réfugiés. Une guerre vraiment populaire, pour un droit que les Nations unies n'avaient pas su garantir. Le plus étonnant et le plus ignoré dans cette guerre prolongée, c'est ce que François Houtart appelle sa dimension sociale<sup>2</sup>: au

coeur même de l'effort militaire, se prépare un autre type de société. Qu'il s'agisse des services comme l'éducation ou la santé, qu'il s'agisse du rôle de la femme, dans l'attention et l'effort déployés pour venir en aide aux réfugiés grâce au très actif ERA (Eritrean Relief Association), mais surtout dans cette transformation des rapports sociaux qui se vérifie déjà dans les

zones libérées, on s'aperçoit que les Érythréens n'attendent pas d'avoir gagné l'autonomie politique pour entreprendre les tâches de la révolution sociale. À tous ces titres, la lutte du peuple érythréen gagne à être mieux connue, ainsi que tout le fouillis complexe et paradoxal des tensions qui divisent la Corne de l'Afrique.

**Karl Lévêque**

## LIMINAIRE

# UN MESSAGE À RELIRE

“Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu.”

Jamais sans doute les évêques canadiens n'auront aussi souvent entendu parler de Dieu et de César.

Plusieurs commentateurs, en effet, ont tenu à leur rappeler cette parole de l'Évangile, car ils jugeaient que leur déclaration sur la crise économique publiée au début de l'année<sup>1</sup>, débordait le champ de compétence et la responsabilité pastorale de l'épiscopat.

On ne sera en mesure d'apprécier la justesse de ce reproche qu'en prenant le temps de relire le message des évêques. Pour ce faire, pour mieux saisir ses fondements éthiques et ses visées au plan des politiques sociales et économiques, il vaut la peine de se rappeler le ton des critiques formulées à son sujet et de situer l'intervention des évêques dans le cadre plus large du débat qui divise présentement les spécialistes de la science économique.

Le dossier qui suit veut s'y employer. Préparé par un économiste (Irénee Desrochers) et un théologien (Julien Harvey), il s'offre comme un instrument de relecture du message des évêques pour ceux et celles qu'ont alertés la gravité de la crise, l'ampleur du chômage et la polémique sans précédent de ces dernières semaines.

Il pourrait aussi rendre service aux économistes qui n'ont pas voulu réagir publiquement au message, comme aux commentateurs et aux gens d'affaires qui se sont empressés, eux, de lui donner la réplique.

Car, pour revenir à Dieu et à César, il n'est pas sûr qu'il suffise de cette seule phrase du Nouveau Testament pour trancher la question des rapports entre l'éthique et la politique économique.

Il n'est pas évident, en effet, que Jésus de Nazareth ait tiré une ligne précise entre le “spirituel” et le temporel”, entre la vie de l'âme et les réalités sociales, comme si n'appartenait à Dieu que cela seulement qui échappe au contrôle du pouvoir politique (et économique).

Si nous nous reportons au texte de l'Évangile (Mc 12, 13-17), nous lisons que des adversaires de Jésus se sont ligüés pour lui tendre un piège. Des alliés assez improbables, d'ailleurs, puisqu'il s'agit des Hérodiens, d'une part, partisans de la soumission à l'autorité impériale de Rome, et des Pharisiens, de l'autre, défenseurs de ce qu'on pourrait appeler par analogie le “nationalisme” juif de l'époque. Le piège consiste justement à soulever la question des rapports entre le politique et le religieux: est-il permis de payer l'impôt à César?

Si Jésus avait répondu oui (ce qu'il n'a pas fait), il aurait prêché la soumission à l'occupant étranger, ce que les Pharisiens n'auraient pas manqué d'exploiter contre lui; en répondant non, il aurait permis aux Hérodiens de le dénoncer à l'autorité romaine.

La réponse de Jésus esquivé le piège. Elle ne vide pas la question. Elle ne nous dispense pas, bien au contraire, de discerner, en chaque lieu et à chaque époque, si les droits de Dieu — et les droits des pauvres qu'il prend sous sa protection — sont justement reconnus par César.

Car dans la tradition religieuse d'Israël, ne l'oublions pas, ce qui appartient à Dieu, ce n'est pas d'abord “les offrandes et les sacrifices” présentés au Temple, c'est surtout le “peuple de Dieu”.

Ce n'est donc pas sans raison que les évêques canadiens nous invitent au dialogue et au discernement.

**A.B.**

1. *Jalons d'éthique et réflexions sur la crise économique actuelle*, lettre pastorale préparée par la Commission épiscopale des affaires sociales de la Conférence des évêques catholiques du Canada. Le texte est paru (sans les notes) dans les grands quotidiens. On peut le retrouver dans *L'Église canadienne* du 6 janvier 1983, p. 265-271. Il est également disponible en français ou en anglais, imprimé pour une grande diffusion, au secrétariat de la CECC: 90, avenue Parent, Ottawa K1N 7B1; (613) 236-9461.

## DES INSULTES... MAIS PEU D'IDÉES

Ce qui frappe d'abord, dans l'"événement" qu'est devenue la déclaration des évêques, c'est la dureté et l'assurance de certaines répliques. Avant d'entrer dans le débat économique proprement dit, il vaut la peine de se rappeler brièvement la rhétorique déployée dans les médias pour commenter le message sur la crise. Ce qu'on lira ci-dessous n'est pas une revue de presse (le message a reçu en fait des appuis même dans la page éditoriale de quelques quotidiens québécois) mais plutôt un recueil de "perles": elles valent bien celles qu'on a attribuées aux évêques.

Le premier reproche qu'on adresse aux évêques, sur un ton qui va de la condescendance (mais voyons, laissez ces problèmes-là aux grandes personnes) au scandale (pour Richard Bastien, "exaspéré", la déclaration est "la goutte qui fait déborder le vase de (son) amertume"), c'est la faiblesse de leur analyse économique.

"Vision tronquée ou romanesque", pour Marie-Josée Drouin, "creux verbiages, simplisme outrancier nourri des préjugés les plus éculés", pour Jean-Louis Roy, "vieux refrain simpliste, sermon vague et dangereux" pour Peter Foster, le texte des évêques recèle de véritables "injures à la raison" (Alain Dubuc) et véhicule "une vision naïve et superficielle de l'économie" (Jean-Paul Létourneau). Pour les grands-prêtres de la finance, le péché mortel s'appelle "amateurisme"; la frontière entre le sacré et le profane divise les professionnels des amateurs; "le professionnel, écrit Hugh Anderson, part du principe qu'une chose qui mérite d'être faite, mérite d'être bien faite; l'amateur est celui qui estime que si une chose mérite d'être faite, elle peut être faite à moitié". Pour lui, un peu comme pour Ghislain Dufour, du Conseil du patronat du Québec, le document épiscopal pêche gravement: son économique d'amateur pousse l'absurde jusqu'à la perversion ("*perverse non-sense*").

yeux du public une solution simple et rapide aux problèmes actuels, cela devient "irresponsable", c'est "danser sur un volcan" (to live in a fool's paradise) selon Ian Kennedy, c'est flirter avec "la chimère égalitaire" (Jean-Louis Roy). On peut pardonner à un rêveur de "labourer la mer", mais dans la bouche des évêques, la rêverie devient "imprudente, sinon démagogique" (Marcel Adam).

Le Conseil du patronat s'offre généreusement à exposer aux évêques quelques points de "l'ABC du fonctionnement de l'économie"; c'est que leur analyse est "mauvaise" et même "tendancieuse". Comment s'en étonner puisque le document épiscopal parle bien de "priorité du travail sur le capital" et d'"option préférentielle pour les pauvres"? Le président du *Montreal Board of Trade* se porte à la défense de notre système économique, en déplorant gentiment la terrible "myopie" des évêques.

D'autres seront moins délicats. Le *Toronto Sun*, dont la réputation de conservatisme n'est plus à faire, parle d'un "fouillis de slogans marxistes" (*a muddle of Marxist buzz words*). Le *Financial Times* (Toronto), qui pour l'occasion ne dédaigne pas le jargon ecclésiastique, raille ce "manifeste inspiré bien plus par l'évangile selon saint Marc que par saint Marc". Mais même le *Catholic Register*, tout en reconnaissant l'utilité de la déclaration, en dénonce "la rhétorique radicale" et ce que la mise en cause du capitalisme doit à "la critique marxiste classique".

### Le renard est dans le poulailler

Dans ce concert d'appréciations injurieuses, le Premier ministre du Canada, M. Pierre-Elliott Trudeau, paraît presque timide. Il faut dire que c'est depuis la Thaïlande qu'il "ne pense pas" que l'économie des évêques soit très bonne. Mais comme "le renard est déjà dans le poulailler", il a mieux à faire que de s'immiscer dans une querelle d'évêques. Même chose pour le ministre des Finances, M. Marc Lalonde, député de la circonscription d'Outremont.

M. Létourneau de la Chambre de commerce du Québec a le sens de l'image: les évêques en économie, c'est Alice aux pays des merveilles. Mais voilà, l'utopie (Marie-Josée Drouin) n'est pas inoffensive: faire miroiter aux

### Les influences étrangères

Dans ce genre de débat, la contestation du système est souvent mise sur le compte d'"influences étrangères". L'argument n'est pas neuf (Monsieur Duplessis l'utilisait déjà); il semble qu'il "marche" encore. Le langage et l'analyse employés par les évêques heurtent la mentalité canadienne ("*native to Canada*"), toujours selon le *Register*. Même idée chez Alain Dubuc: "cette analyse critique à fond le système capitaliste à partir d'un schéma marxiste simplifié que certains missionnaires ont sans doute rapporté d'Amérique latine".

La preuve que ces idées sont dangereusement "étrangères", c'est qu'elles nous mènent tout droit à la dictature. Pour Peter Foster, en effet, comme pour le *Register*, seul un État totalitaire pourrait assurer à tous ses citoyens "des emplois permanents et intéressants".

Nous voici donc en face d'un texte épiscopal qui penche dangereusement vers le marxisme et le totalitarisme. Paradoxe cependant: ce marxisme navrant est le fruit d'une mentalité cléricale et nostalgique. Ce que proposent les "jalons d'éthique" "ne pourrait être qu'un retour en arrière", pour le président de l'Association des banquiers du Canada, et s'inspire d'un "réflexe nostalgique pour un monde qui s'évanouit" (Jean-Louis Roy).

Pour la présidente du *Hudson Institute*, Marie-Josée Drouin, l'intervention épiscopale s'expliquerait peut-être par leur refus de l'urbanisation, de la sécularisation et des perturbations morales qui s'ensuivent. "L'Église n'a pas toujours été d'accord avec des changements qui ont engendré la prospérité matérielle, le développement culturel et la technologie mais qui, aux dires de certains (sic), nous ont aussi menés à la banqueroute morale". Ce que suggère donc cette remarque, c'est qu'au fond c'est pour mieux se porter à la défense des bonnes moeurs que les évêques interviennent dans le domaine économique!

Si des évêques interviennent, n'est-ce pas, c'est sûrement par cléricalisme. Mais nous touchons ici le domaine de Mme Lysiane Gagnon.

## Le cléricalisme

Alors que la plupart des critiques se sont opposés à la déclaration des évêques à cause de son contenu, Lysiane Gagnon, elle, est "plutôt d'accord avec ce qu'ils disent", mais n'aime pas du tout qu'ils le disent, parce qu'ils le disent "officiellement", "investis de l'autorité que leur confère leur position de bergers spirituels".

Voilà qui est impardonnable car le cléricalisme implique "le refus du modernisme, de la culture urbaine et du progrès technique".

Imaginez, les évêques en sont encore à s'inquiéter des ouvriers, des fermiers, des travailleurs forestiers, des mineurs, des pêcheurs, des assistés sociaux, des autochtones et des travailleurs du secteur public, alors que ce qui est vraiment urgent, c'est de payer des ordinateurs à toutes les écoles du Québec. Pour un peu, on croirait que c'est justement à cause des évêques que le Québec ne se trouve pas encore nez à nez avec la Californie ou le Japon en matière de progrès technologique!

Mais le cléricalisme a la dent longue. Si ce n'est toi, c'était ton frère; "les milieux d'animation sociale, le ministère de l'Éducation et la CSN sont encore remplis d'anciens curés". Voilà.

## QUI DIT QUOI?

Marcel Adam, éditorialiste, "Réformer les systèmes ou changer les consciences?", *La Presse*, 8 janvier 1983, p. A-6.

Hugh Anderson, chroniqueur, "Caesar deserves better rendering", *The Gazette*, 5 janvier 1983, p. H-1.

Richard Bastien, fonctionnaire à Ottawa, "Lettre ouverte aux évêques du Canada", *La Presse*, 7 janvier 1983, p. A-6.

*The Catholic Register* (Toronto), "A beneficial but flawed statement" (éditorial), 15 janvier 1983, p. 4.

Keith Davey, sénateur et co-président de la Commission chargée de la promotion du 6 et 5%, "Ottawa's answer to the bishops", *The Toronto Star*, 8 janvier 1983, p. B-4.

Marie-Josée Drouin, économiste, présidente du *Hudson Institute*, "Le mot d'ordre des évêques: refusons de nous adapter", *Le Devoir*, 15 janvier 1983, p. 11-12.

Alain Dubuc, chroniqueur, "Les évêques et l'économie: la multiplication des pains", *La Presse*, 8 janvier 1983, p. A-13.

Ghislain Dufour, vice-président exécutif du Conseil du patronat du Québec, déclaration citée dans les quotidiens du 5 janvier 1983.

*The Financial Times of Canada* (Toronto), "The bishops' muddled message", (éditorial), 10 janvier 1983, p. 9.

Peter Foster, journaliste, "The bishops' cure would 'marginalize' us all", *The Financial Post* (Toronto), 15 janvier 1983, p. 8.

Lysiane Gagnon, chroniqueur, "Les nouveaux clercs", *La Presse*, 8 janvier 1983, p. A-7.

Robert Harrison, président du *Montreal Board of Trade*, cité dans *The Catholic Register*, 15 janvier 1983, p. 2.

Ian Kennedy, président de l'Association canadienne de la petite entreprise, cité dans une dépêche UPC/CP, voir *The Gazette*, 3 janvier 1983, p. B-1.

Jean-Paul Létourneau, vice-président de la Chambre de commerce du Québec, cité par Jean-Pierre Proulx dans *Le Devoir*, 4 janvier 1983, p. 2.

Robert MacIntosh, président de l'Association des banquiers canadiens, "The Bishops and the economy", *The Toronto Star*, 8 janvier 1983, p. B-4.

Jean-Louis Roy, directeur du *Devoir*. "Le message des évêques" (éditorial), 4 janvier 1983; "Les idées abstraites" (éditorial), 8 janvier 1983.

Avant d'être entendus de Madame Gagnon, assurez-vous d'avoir un dossier vierge de toute tare cléricale. Autrement, on vous remettra sous le nez *Humanae Vitae*, le fascisme, Pinochet et la Banque du Vatican!

### Et la vie intérieure ?

L'accusation de cléralisme reste tournée vers le passé. Mais pour aujourd'hui, il importe de rappeler aux évêques ce qu'ils doivent faire et dire. D'abord, apprendre à lire l'Évangile. Le *Financial Times* nous offre à ce propos un exercice de "relecture" des plus éclairants. Si Jésus de Nazareth avait sa carte de menuisier au Canada, en 1983, il raisonnerait bien autrement que les évêques: il verrait bien, lui, que c'est le capital qui lui permet de travailler et d'ailleurs, à quinze dollars l'heure, il aurait sûrement placé un peu d'argent à la banque. Au fond, l'ouvrier de Nazareth crierait au miracle en découvrant les merveilles de prospérité et de bien-être qu'a produites l'économie libérale. Comment les évêques s'y prennent-ils pour ne plus voir les miracles ?

Pour Richard Bastien, les évêques ne devraient surtout pas parler "de choses qui en tant qu'évêques ne vous concernent pas". Leur champ d'intervention est ailleurs: arrêtez de vous inquiéter de ma vie économique, écrit-il, et faites-vous un peu plus de souci pour ma vie spirituelle. D'ailleurs, l'Église des premiers siècles "a été très accommodante avec les autorités politiques": on travaillait à la conversion des coeurs et on recommandait aux fidèles "de se soumettre volontiers et de plein coeur aux autorités civiles", même aux plus tyranniques. C'était le bon temps: on respectait scrupuleusement le "Rendez à César ce qui est à César" de l'Évangile.

Revenir au spirituel permettra de répondre aux angoisses de notre temps et de respecter le pluralisme normal d'une société démocratique. Et cela permettra en même temps aux évêques d'avoir autre chose à offrir que des reproches aux croyants plus à l'aise, comme tient à le signaler le sénateur libéral Keith Davey, co-président de la Commission chargée de la promotion du 6 et 5%. Car voilà que l'Évangile, au lieu d'être adressé à tout le monde, "comme on nous l'a toujours enseigné", est interprété par les évêques de manière à semer le doute et l'inquiétude "chez ces nombreux chrétiens qui ne sont pas défavorisés" et qu'on paraît soupçonner de ne pas s'occuper assez de leur prochain!

## POUR UNE ÉCONOMIE NOUVELLE

Le recueil savoureux que nous venons de parcourir donne vraiment l'impression que les évêques, dans leurs *Jalons d'éthique*, auraient adopté des positions absolument indéfendables et inacceptables pour un spécialiste de l'économie. Mais qui dit cela? Et en disant cela, est-ce qu'on entend bien ce que veulent dire les évêques quand ils réclament "une nouvelle orientation de l'économie"?

Il arrive parfois que la véhémence du polémiste soit inversement proportionnelle à sa formation professionnelle. N'est pas économiste quiconque peut consulter un spécialiste. Et si nous nous arrêtons aux faits qui s'imposent et aux idées qui circulent en 1983, est-il bien vrai que la science économique repose sur quelques grands dogmes que les évêques auraient négligés?

Rien n'est moins sûr. Et pour évaluer plus justement leur message, regardons de plus près le champ de bataille

le qu'est devenu aujourd'hui le cercle des grands économistes.

### Où sont allées les réponses ?

*Time magazine* n'est pas l'une de ces revues aussi académiques que prestigieuses, à l'usage exclusif des économistes avertis; c'est un magazine à grand tirage, "populaire" et vulgarisé. À propos de la crise et des économistes, *Time* vient de publier, dans son numéro du 17 janvier 1983, un court article, intitulé "Where Have All the Answers Gone?" (Où sont les réponses d'antan?). À partir des questions de Monsieur tout-le-monde et sur la base de quelques témoignages hautement autorisés, l'article pose un diagnostic que nous avons tous intérêt à connaître.

Dès le sous-titre, les journalistes de *Time* osent annoncer l'inavouable; "les économistes ont l'air de tomber en faillite juste au moment où on aurait le plus grand besoin de leurs idées". Nous traversons en effet la plus grande récession économique depuis la Crise des années 30, et voilà que le torchon brûle entre les pontifes de la science économique: juste au moment où nous aurions le plus besoin d'idées claires et bien fondées.

On entend un autre son de cloche. Inconscients de la remise en question qui secoue l'empyrée des grands économistes, ou soucieux peut-être de "rassurer" le public en lui servant des réponses très fermes, certains commentateurs, certaines commentatrices s'expriment avec une assurance telle qu'on croirait à les entendre que la majorité des économistes reconnus pensent exactement comme eux.

À l'heure actuelle, le taux de chômage aux États-Unis atteint 11% (ce qui correspond, traduit en personnes humaines, à 12 millions de chômeurs et chômeuses); au Canada, le taux de chômage est présentement de 12,2% (soit plus d'un million et demi de sans emploi, au moins); au Québec, nous avons 13,8% de chômage, plus de 400 000 travailleurs et travailleuses en quête d'emploi. On pourrait penser qu'il y a quelque chose qui ne va pas, et qu'il faudrait changer quelque chose aux politiques qui ont donné un si beau résultat. Mais non, assurent ceux et celles qui paraissent avoir toutes les réponses: c'est là un mal nécessaire! Il faut que l'économie subisse un traitement drastique pour être assainie.

*Time* ose écrire que "les économistes" sont aujourd'hui perdus dans une Babel de voix discordantes (*the economic profession has dissolved in a Babel of conflicting voices*). Plusieurs ne sont-ils pas, en effet, sur la voie de "la perdition et de la dissolution"? Inconsciemment, innocemment peut-être, ils se sont prostitués en se mettant au service d'intérêts qui jouent parfois, et même souvent, à l'encontre de la justice, du bien commun, de l'honnêteté. Doit-on s'étonner alors que leurs voix soient "discordantes"? Le résultat, c'est que ces spécialistes ont l'air d'être plus éloignés que jamais d'un consensus raisonnable, qui nous rassurerait, nous autres.

Le débat entre les économistes, face à la stagnation présente de l'économie et à la plaie d'un chômage insupportable et quasi permanent pour un bon nombre de travailleurs, n'a rien de la conversation de salon; pour les rédacteurs de *Time*, il se transforme en bataille de fond de cour (*a brawl*). Cette situation fait que les hommes politiques, les décideurs, ne peuvent guère s'appuyer sur des lignes directrices et des orientations précises. À la limite, cette confusion laisse le champ libre aux groupes de pression et aux grands intérêts.

### Une énorme escroquerie

On dira peut-être que *Time*, après tout, ça ne fait pas très sérieux. On le dit surtout quand ce qu'il écrit contredit nos propres positions; on ne dit rien quand il appuie nos intérêts. Pourtant, dans cet article, *Time* ne cite pas n'importe qui.

D'abord Lawrence Klein, un économiste prestigieux qui a reçu le Prix Nobel en science économique pour l'année 1980. Il mérite bien autant d'attention que nos commentateurs si sûrs d'eux-mêmes. Eh bien, Klein envoie promener les partisans de la *Supply-side economics*, dont le président Reagan s'est fait le champion aux États-Unis (et dont s'inspirent également certains hommes politiques canadiens).

Klein affirme carrément: "mon désaccord avec les *supply-siders* vient de ce que leurs théories économiques sont absurdes" (*nonsense*). "Ces *supply-siders*, continue-t-il, ont réussi à perpétrer un vol, une vaste fraude (*a vast swindle*). Ils ont commis une escroquerie énorme, aux dépens du peuple américain. À tel point que j'ai souvent pensé que s'il y avait des procès de Nuremberg pour les économistes, les *supply-siders* se trouveraient au banc des accusés."

En d'autres mots, Klein n'hésite pas à démasquer ceux qu'il tient pour des apprentis-sorciers et des charlatans. Les Reaganiens et leurs émules font la promotion d'un remède-miracle pour une économie malade; en fait, leur programme fait le jeu des grands intérêts "aux dépens du peuple". Pour l'instant, ils sont bien en cour, ils influencent le pouvoir politique. Mais les retombées de leurs théories font découvrir à la population ce qu'elle ne voulait pas savoir: le roi est nu.

Michael Evans, lui, est l'économiste en chef de la firme *McMahan, Braffman, Morgan & Co.*, importante société de placement de Wall Street. Il ne s'agit plus d'un théoricien, d'un universitaire, mais d'une autorité dans le monde de la haute finance. Sa critique de la *Supply-side economics*, souligne *Time*, est aussi féroce, aussi virulente, que celle de Klein.

Evans a déjà été lui-même un *supply-sider*. Aujourd'hui, "il attribue la responsabilité du taux de chômage élevé que nous connaissons présentement aux théories monétaristes de l'économiste Milton Friedman" (qui avait remporté le Prix Nobel en 1976).

Le programme économique du président Reagan, qui s'appuie sur les thèses de Friedman, inclut des réductions d'impôt, des coupures dans les programmes d'aide sociale, la tendance à "déréglementer", et une politique monétariste plutôt rigide (restriction du crédit, compression de la masse monétaire, hausse des taux d'intérêt) comme celle que pratique le directeur de la Banque du Canada, Gerald Bouey. C'est que pour Friedman et ses disciples, l'objectif prioritaire est de freiner l'inflation et de la maîtriser, quitte à accepter plutôt froidement qu'un chômage exorbitant en résulte.

Bien que les "Reaganauts" aient promis de dominer l'inflation sans causer trop de douleurs au grand malade qu'est notre économie, les effets du traitement se sont avérés excessivement graves. Des déficits gigantesques (200 milliards!) ont catapulté les taux d'intérêt d'abord, le taux de chômage ensuite. Une doctrine qui produit de tels résultats, pour Evans, c'est "de l'idéologie". C'est en fait une énorme faillite, qu'on a baptisée d'ailleurs "Reaganormity".

On le voit bien maintenant, conclut Evans, certains disciples de Friedman ont poussé le zèle jusqu'à la folie: "those people are now proved to be nuts!" Il n'y a pas cinquante-six leçons à tirer des événements: "cet aspect

du monétarisme mérite d'être jeté au rebut de la science économique".

## Dépasser le dogmatisme

Martin Feldstein, président du *Council of Economic Advisors* du président des États-Unis, un économiste conservateur de l'Université Harvard, explique: "Il y a des fanatiques qui pensent que leur façon de voir les choses représente LA vérité et qu'il suffirait, pour résoudre tous nos problèmes, de leur obéir *religieusement* (ce sont eux, les "nouveaux clercs" qui s'affligent du cléricisme des évêques!). Mais la vie réelle n'est pas si simple, insiste Feldstein, il y a de la vérité dans des systèmes différents. Je favorise plutôt une approche plus éclectique et plus équilibrée à la fois, un *package*."

Feldstein semble dire à certains de nos commentateurs: écoutez donc avec plus d'attention *d'autres* points de vue que le vôtre, même s'ils viennent d'évêques "incompétents" et "ignorants". Ils ont consulté *d'autres* économistes que vous. Étudiez leur texte de plus près, et vous finirez sûrement par y découvrir plus de vérité, plus de pertinence, qu'à la première lecture.

Felix Rohatyn, associé principal de la Banque d'investissement Lazard Frères & Co., constate: "Non seulement le public devient-il de plus en plus sceptique à l'égard de la théorie économique, mais il a raison de l'être."

Le conflit qui fait rage entre les théories économiques a fait des victimes, conclut *Time*; parmi celles-ci la moins importante n'est pas la confiance même que le public peut avoir envers les économistes; et sans la confiance du public les meilleures politiques ne survivent pas longtemps. Pour éviter que ce scepticisme n'aille croissant, il faudra que les économistes renoncent à leurs vieilles querelles et mettent sur la table des idées nouvelles.

Lester Thurow, un keynésien parmi les plus importants, est professeur d'économie au célèbre Massachusetts Institute of Technology (M.I.T.). Il collabore régulièrement au magazine *Newsweek* (où il tient une chronique d'économie en alternance avec Milton Friedman).

Thurow favorise l'application d'importants programmes gouvernementaux de création d'emplois et de lutte contre le chômage, même si ces programmes doivent entraîner des déficits budgétaires accrus. En janvier 1983, il écrivait: "Au cours des quatre ou cinq prochaines années, il s'agit de savoir comment relancer l'économie pour réduire le chômage. Pendant un certain temps encore, nous pouvons nous permettre de revenir à la bonne vieille politique de Keynes".

## Le contexte canadien

Ici il est temps d'ouvrir une parenthèse. L'économiste Pierre Fortin, que le ministre des Finances du Canada Marc Lalonde vient d'appeler à faire partie, avec le Pro-

fesseur André Raynaud entre autres, d'un conseil spécial dont il tient à s'entourer, dirige le Groupe de recherche en politique économique de l'Université Laval. Le 23 avril 1982, il prononçait une conférence devant l'Association des économistes québécois; son titre: "lutter contre l'inflation ET le chômage". Le 9 décembre dernier, il intervenait devant la section montréalaise de la même association; *Le Devoir* du 28 décembre a publié de larges extraits de son texte.

Pierre Fortin y émet l'opinion qu'il faut réduire, mieux que jusqu'ici, les taux d'intérêt réels. C'est la clé de la reprise, dit-il. La Banque du Canada doit abandonner la rigidité "monétariste" des dernières années et accepter d'injecter l'argent demandé dans l'économie. Les risques

## APPEL

### AUX NOUVEAUX ÉCONOMISTES

**Notre avenir dépend d'une interprétation renouvelée de l'économie et de l'invention de règles nouvelles du jeu social.**

**Nouvelles techniques, nouvelles sciences, nouvelles fonctions, nouvelles classes, nouveaux philosophes... Pourquoi parle-t-on moins des nouveaux économistes?**

**J'en salue avec joie et espérance l'apparition, parfois tumultueuse. Partout, ils surgissent. Dans les professions, dans les administrations, dans les grandes écoles, dans les universités... Voilà de jeunes fonctionnaires exaspérés par la routine, des enseignants frais émoulus écoeurés par la répétition inlassable de pauvretés plus ou moins solennelles, des ingénieurs qui connaissant les machines refusent de confondre une société d'hommes avec une mécanique, des esprits curieux et des coeurs intrépides qui se lancent bravement dans la bagarre politique, des militants syndicaux qui savent réfléchir avec ardeur et fermeté sur le sens de leur lutte dans l'ordre total de la Cité...**

**François Perroux,  
préface à l'ouvrage  
de Gérard Donnadiou,  
*Jalons pour une autre économie.*  
Paris, Ed. du Centurion, 1978, p. 36-37.**

## UNE VICTOIRE À LA PYRRHUS

**Quand on parle de révolution technologique, on évoque spontanément le besoin d'accroître la productivité de l'industrie canadienne, compte tenu surtout de la concurrence de plus en plus redoutable opposée par les économies du Sud-Est asiatique. Mais ces bouleversements ont un prix.**

**Faudra-t-il, pour mieux lutter contre l'inflation et pour donner la priorité à la révolution technologique, risquer le désordre social, ou du moins la marginalisation d'une part croissante de la population.**

**"Si pour assainir les structures de notre économie, écrit l'hebdomadaire *Maclean's*, il nous faut renoncer aux acquis sociaux de la Société juste; si la révolution technologique doit nous coûter aussi cher, au plan humain, que la révolution industrielle à laquelle on l'a si souvent comparée; si la course contre les robots doit amener les Canadiens à devenir eux-mêmes des robots, les grandes conquêtes de la technologie seront autant de victoires à la Pyrrhus."**

**Et le magazine torontois de citer en ce sens l'opinion de Madame Wendy Dobson, qui occupe le poste de directeur général du C.D. Howe Institute: "S'il se trouve que nous ne pouvons vraiment pas venir à bout de ces problèmes structurels sans être obligés de tourner le dos à certaines de nos traditions (on pense ici à un certain ordre des valeurs sociales et démocratiques), alors il nous faudra bien apprendre à vivre avec l'inflation." Comme quoi la lutte contre l'inflation est loin de s'imposer à tout prix et par-dessus tout.**

associés à un taux de change plus flexible (le niveau du dollar canadien), sans être nuls présentement, sont beaucoup moindres que ceux d'une récession qui dégénère en dépression. Une réduction des impôts ou une augmentation des dépenses publiques (des hausses des transferts sociaux), disons en tout de 5 milliards, permet-

traient en moyenne d'augmenter l'activité économique de 7 milliards et de réduire le taux de chômage d'environ 1%.

"Compte tenu de la longueur des délais d'impact de la politique monétaire sur l'économie, une injection directe de pouvoir d'achat par le canal budgétaire *serait bienvenue dans les circonstances.*"

Au sujet du déficit fédéral, qui est de 24 milliards en 1982-83, Pierre Fortin écrit: "Il n'y a absolument rien d'exorbitant dans ce déficit, compte tenu des circonstances. L'affirmation voulant que le déficit fédéral conduise le pays à la faillite est fallacieuse parce qu'elle inverse la cause et l'effet." "Le chômage est maintenant si élevé... qu'il y a peu de gens qui ne conviennent que *la plus grande priorité* doit être maintenant accordée à la régénération de l'activité économique... Toutefois, comme il fallait s'y attendre, certains commencent déjà à s'inquiéter des conséquences inflationnistes de la reprise. Cette inquiétude est *prématurée*, pour deux raisons. Premièrement, la reprise ne pourra être que très lente et le taux de chômage doit accomplir une très longue marche avant de toucher la zone de 6-7% où le danger d'inflation peut commencer à se faire sentir. Deuxièmement, l'inflation est peu sensible à des baisses de chômage."

"Par conséquent, l'inflation continuera de diminuer tant que le chômage ne touchera pas les 6-7% à nouveau, et, dans l'intervalle, le seul coût réel de la reprise est un ralentissement du rythme de décélération des prix." (Cela veut dire que le taux d'inflation continuerait de diminuer, mais un peu moins vite; ce qu'il faut donc retenir, c'est qu'il peut diminuer durant cet intervalle.)

Revenons maintenant à l'économiste américain Lester Thurow. Il croit que, dans le cas des États-Unis, on peut se permettre pour les quatre ou cinq prochaines années de lutter vraiment contre le chômage en augmentant les dépenses gouvernementales. Au Canada, Pierre Fortin est d'avis que tant que le taux de chômage ne sera pas redescendu au niveau des 6-7% (il dépasse présentement les 12%), on dispose d'un *intervalle de temps* pendant lequel on n'a pas vraiment à craindre la remontée exagérée du taux d'inflation. La formulation des stimulants budgétaires proposés devrait sans doute être temporaire (jusqu'à ce que le chômage soit revenu à un taux de 6-7%). Mais à l'heure actuelle "il importe de rendre nos moyens d'intervention plus civilisés que les *méthodes barbares* de la récession (source de chômage) et du contrôle des revenus" (du moins, sans un certain contrôle des prix).

Quand de pareils propos nous sont tenus par Pierre Fortin ou par un économiste américain de renommée internationale, on prend le temps de s'arrêter pour sonder la plausibilité de la voie qu'ils indiquent. Quand ce sont les évêques qui pointent du doigt la même direction, on crie à l'incompétence et à l'amateurisme. Pourtant, les uns et les autres prennent en compte la situation intolérable du chômage; les uns et les autres demandent "une nouvelle orientation de l'économie".

I.D.

RELATIONS

# RELIRE

## LA LETTRE DES ÉVÊQUES

*Jalons d'éthique et réflexions sur la crise économique actuelle*, tel est le titre complet de la déclaration adressée aux leaders politiques et à la population par la Commission épiscopale des affaires sociales de la Conférence des évêques catholiques du Canada.

Comme le suggère déjà le titre de la déclaration, celle-ci ne se présente pas comme un enseignement dogmatique par lequel les évêques imposeraient leurs vues à l'ensemble des fidèles catholiques. Il ne s'agit même pas d'un texte étroitement structuré, qui exprimerait, de la première à la dernière ligne, la position officielle de l'épiscopat canadien.

Il s'agit plutôt d'un outil d'animation et d'un instrument de réflexion que les évêques proposent dans l'espoir de "susciter un débat". Et la raison est bien simple: en passant des grands principes éthiques qui se rattachent à l'Évangile aux questions complexes qui relèvent du politique et de l'économie politique, les évêques ont bien conscience de ne pouvoir que "soulever", sans les régler de façon autoritaire, "certaines questions de morale sociale".

En fait, la déclaration compte trois parties. Trois parties qui se situent à des niveaux différents de la réflexion morale, et qu'il aurait été sage, sans doute, de distinguer plus clairement dans la présentation typographique comme dans la rédaction de la lettre.

### Les principes

La première partie, qui fait office d'introduction, précise à quel titre les évêques décident d'intervenir publi-

quement sur des problèmes d'ordre économique, et expose les principes évangéliques qui fondent leur prise de position.

Les évêques commencent par souligner que ce sont des "réflexions d'ordre éthique" qu'ils entendent partager avec le public; même si "la situation économique grave que nous traversons" les pousse à publier une déclaration officielle, ils entendent aborder "quelques questions morales, fondamentales lors de l'élaboration des politiques de développement économique".

Dans le débat qui a entouré la publication du message, on a souvent perdu de vue les divers niveaux de l'intervention épiscopale. C'est parce que la crise économique met à nu "un désordre moral de notre société" que les évêques se sentent justifiés d'intervenir; et c'est dans la mesure où les stratégies de relance économique actuellement mises en oeuvre par les gouvernements canadiens contredisent des attitudes morales fondamentales comme la compassion envers les faibles que les évêques rappellent qu'il est possible de chercher d'autres voies de solution et même "une autre organisation de l'économie".

C'est donc au plan éthique que se placent les évêques. Mais sur quels principes s'appuie leur philosophie morale? Le document souligne la base évangélique (par opposition à "une option politique particulière") de ces réflexions. Et du message de l'Évangile, on tire "deux principes fondamentaux".

Deux principes profondément enracinés dans la tradition judéo-chrétienne, mais qu'il aurait été utile, d'un point de vue strictement pédagogique, de développer davantage. Car

ils heurtent de plein fouet les comportements, les valeurs, les mentalités des grands décideurs au sein de notre société et, en un certain sens, les règles du jeu de notre système économique.

Dans son enseignement et dans sa vie, Jésus de Nazareth a repris le message des prophètes et celui des sages de l'Ancien Testament: 1) *l'option préférentielle pour les pauvres* se situe dans la tradition des grands dénonciateurs de l'oppression et de l'injustice; 2) *la valeur spéciale et la dignité du travail humain*, non plus seulement châtiment et tâche d'esclave, mais geste créateur et acte social, traduisent la dignité de la personne, créée à l'image de Dieu.

### Cinq "orientations"

Mais quels choix ces principes évangéliques inspirent-ils à une société frappée par la récession avec ses fermetures d'usines, ses licenciements collectifs et ses coupures salariales? En stricte morale, répondent les évêques, "la stratégie de relance économique doit accorder la priorité aux victimes réelles de la récession". Et ils déduisent de cette option cinq "orientations" (non pas des lois) *prioritaires* (non pas exclusives), "à court terme", qu'ils proposent "aux gouvernements". C'est la deuxième partie du message. En voici, très sommairement, les grandes lignes.

1) "Il faut que le chômage, et non l'inflation, soit reconnu comme le problème numéro un de la crise actuelle."

## Des réflexions

2) Il faut élaborer "une stratégie industrielle", une nouvelle stratégie industrielle; elle viserait, autant que possible, la création d'emplois permanents et dans les communautés locales.

3) Il faut mettre en oeuvre un programme plus équilibré et plus équitable de lutte à l'inflation en respectant la priorité morale de la lutte contre le chômage.

4) Il faut protéger au maximum les programmes sociaux, les services de santé et l'aide spéciale destinée aux chômeurs, aux assistés sociaux et aux petits salariés.

5) Il faut faire participer les instances régionales, les organisations communautaires et les syndicats à l'élaboration des politiques d'emploi et de relance économique. Dans ce but il importe de rétablir les droits de négociation collective là où ils ont été suspendus.

Ces recommandations, les évêques les présentent avec fermeté, mais sans perdre de vue qu'elles ne peuvent avoir le même degré d'évidence et d'autorité que les principes dont elles s'inspirent. "Nous ne sommes pas sans savoir que tous ces problèmes sont fort complexes et qu'il n'existe pas (en ce domaine de la politique économique) de solution magique."

En demandant au gouvernement de reconsidérer et même de renverser dans une certaine mesure les orientations des deux budgets MacEachen, les évêques prennent des risques. Ils jettent un pont entre le niveau abstrait des principes et celui des plans de relance économique et des choix politiques. C'est la gravité de la situation qui les incite à "plonger" de la sorte.

Et, dans les circonstances, ils ont raison de le faire, n'en doutons pas. Précisément à cause des options évangéliques et de la vision de l'homme qu'ils ont rappelées: par souci des victimes de la crise et au nom de la dignité des personnes. Dans un contexte comme celui que nous connaissons en 1983, mieux vaut (et de loin) pour l'Église engager son autorité morale et risquer la contestation, que de garder le silence face à l'insupportable.

La troisième partie pousse plus loin encore. Il ne s'agit plus seulement de rappeler les principes introduits dans la première partie. Il s'agit de s'engager sur le terrain où ces principes seront mis en application et où ils se traduiront en choix et en stratégies à la lumière des valeurs et des priorités qu'ils auront permis de reconnaître.

Les évêques proposent donc maintenant des "réflexions". Ils adressent ces réflexions aux groupes sociaux et aux organisations communautaires (ceci comprend les communautés chrétiennes), ainsi qu'à l'ensemble de la société canadienne invitée à devenir une "véritable communauté"; enfin, à travers tous les membres de cette société, qui constituent un électorat responsable, ils s'adressent à tous les décideurs (agents économiques, députés, leaders politiques), investis comme tels de responsabilités morales.

Les évêques restent des pasteurs: c'est dans une perspective éthique qu'ils abordent ces aspects plus concrets des stratégies économiques et des choix politiques qui incarneront les principes de base. Ici, ils prennent un risque supplémentaire: c'est un peu comme s'ils livraient le fond de leur pensée, ce qu'ils ont sur le coeur. Cela tient de la confiance, non du mandement; et cela appelle la délibération fraternelle.

D'ailleurs cette dernière partie, de "réflexions", est beaucoup plus longue que les précédentes et, ici encore, les articulations du texte n'apparaissent pas clairement à la première lecture. En fait, on y traite successivement du système capitaliste international et des nouvelles orientations de la politique de relance canadienne. Ce qui menace également de faire trébucher le lecteur pressé, c'est qu'on passe presque sans avertissement de la description de la situation présente aux jugements de valeur et aux suggestions d'ordre pratique.

Il est remarquable, par exemple, qu'un bon nombre de commentateurs se soient acharnés sur le premier paragraphe de la section intitulée "changement de cap"; alors que ces lignes sont essentiellement descriptives, on a fait dire aux évêques qu'ils rejetaient en bloc tout ce qui s'y trouve énuméré!

Encore une fois, on n'est pas assez soucieux de faire saisir la progression logique du texte. Cela se com-

prendrait si on parlait à un cercle d'intimes, dans le cadre d'une discussion libre et sans prétention. Cela devient imprudent quand on entreprend de lancer un débat à l'échelle du Canada. L'expérience a montré, en tout cas, que plusieurs commentateurs n'ont pas saisi ces différences de ton et de niveau d'analyse, et qu'ils n'ont pas voulu "entrer en dialogue".

Par contre, on peut prévoir que de larges segments de la population se trouveront encouragés ou provoqués par le message de cette section finale. Le langage est simple; la remise en question profonde; la perspective sociale généreuse. Les évêques invitent à réfléchir sur les rapports de force qui s'exercent dans notre système économique et ils suggèrent des pistes neuves. On ne croit pas en vain en la dignité des personnes: cela doit avoir des conséquences pratiques.

Mais voyons quelques exemples de passages rapides, ou de chaînons fragiles, entre le niveau éthique et le niveau économique, au fil de ces "réflexions". La notion de "juste profit" et de "profit injuste" est classique en éthique sociale: elle aurait dû être rappelée plus explicitement quand on conteste "la maximisation des profits" dans le capitalisme contemporain. De même, la "priorité du travail sur le capital", un principe éthique dont la formulation est empruntée à l'encyclique de Jean-Paul II sur le travail, doit être articulée avec soin pour être bien comprise et trouver à s'appliquer concrètement dans le choix des politiques économiques.

Sur quelques points chauds de la crise actuelle, le texte aurait gagné à rappeler que l'intervention des évêques, provoquée par le contexte immédiat, vise d'abord *le court terme*: ainsi à propos de la protection des secteurs mous, ou encore à propos des orientations à donner à l'Agence de tamisage des investissements étrangers touchant les transferts de capitaux à l'échelle internationale.

À d'autres moments, on n'échappe pas à l'impression que la version française de la déclaration dévie légèrement par rapport au texte anglais. Le mot "auto-suffisance" n'évoque pas automatiquement le concept technique de "self-reliance"; et dire "technologie moyenne", c'est laisser échapper une nuance par rapport à l'usage "*of appropriate forms of technology*" ("Nous ne prô-

nons pas ici un arrêt du progrès technologique, déclarent les évêques au contraire de ce qu'on leur a parfois fait dire, mais plutôt un réaménagement des valeurs et priorités du développement économique.”)

Autre manque de précision: on mentionne presque en passant l'idée d'un "contrôle des prix et des profits". Dans la deuxième partie de la lettre, on avait fait allusion aux "vues et demandes excessives de certains syndicats" et à un contrôle des prix et des salaires. On n'y revient pas. Et d'autre part on ne précise aucunement les modalités (directes? indirectes?) de ce contrôle des prix et

des profits. Pour les spécialistes, quelques mots sur un tel sujet, c'est à la fois trop et trop peu...

Au niveau du détail de l'expression, reconnaissons donc qu'il reste à clarifier certains malentendus et à trouver ici et là de meilleures formulations. Plus généralement, il faudra aider le public à mieux percevoir les articulations entre les divers niveaux de la réflexion éthique et de l'analyse sociale.

Mais pour l'essentiel, le message adresse une *interpellation morale*

qu'il faut recevoir; il souligne l'urgence d'une situation qui exige une nouvelle stratégie de relance de l'économie; il met en question des attitudes et des valeurs que l'establishment a prises pour acquises. Même le cardinal-archevêque de Toronto, qui a cru devoir inscrire sa dissidence quand la déclaration a fait les manchettes, trouvera le moyen de faire savoir son accord avec les principes et la visée de la déclaration.

À tout prendre, ce message doit être appuyé à fond et diffusé le plus largement possible. Les évêques ont raison: le débat qu'ils veulent lancer est indispensable.

I.D.

## POUR UNE POLITIQUE NOUVELLE

On peut s'étonner de la dureté de certains éditorialistes et commentateurs québécois face à la déclaration de la Commission épiscopale des affaires sociales. Alors que la presse anglophone avait soin, généralement, d'enrober ses réserves de considérations sur l'urgence de la situation du chômage au Canada et sur l'opportunité d'un appel pastoral au nom des victimes de la crise, une bonne partie de la presse québécoise s'est indignée de "l'incompétence" et de "l'amateurisme" des évêques en matière d'économie.

### La part de la peur

Est-ce un réflexe de peur? Peur du contexte social québécois, particulièrement explosif, où un appui aux revendications des syndiqués du secteur public paraîtrait spécialement intempestif? Peur de la remise en question des principes et des attitudes qui auraient inspiré la prospérité des années soixante et soixante-dix? Peur du retour en force de l'autorité ecclésiastique, à l'occasion de la crise, sur le terrain sécularisé des problèmes politiques et sociaux?

La peur du "cléricalisme" a sûrement joué. Car les évêques, en un certain sens, font de la politique. Comprendons bien en quel sens.

Le titre et l'adresse de la déclaration la situent déjà au niveau politique. La "lettre pastorale" est adressée, en

effet, aux *chefs politiques* et aux *citoyens canadiens*. Elle fait allusion explicitement aux deux discours sur le budget de l'ancien ministre des Finances, M. Allan MacEachen, à la déclaration sur l'économie faite au parlement par son successeur M. Marc Lalonde en octobre, ainsi qu'aux trois causeries du Premier ministre, M. Trudeau, à la télévision nationale, l'automne dernier.

L'influence qu'espèrent exercer les évêques se situe essentiellement au plan éthique, et, de fait, ils signalent "la crise morale de plus en plus profonde" liée aux "changements structurels" qui se produisent au sein du système socio-économique. Mais entendons bien que cette crise morale ne se cantonne pas au plan des choix privés ou au niveau de la vie familiale: les évêques veulent parler d'*éthique sociale*, qu'il s'agisse de "l'importance attachée à l'accumulation des profits" ou de la "réaffirmation de la *loi du plus fort* comme principe suprême de l'économie".

### La "nouveauité" du message

Certains milieux sont surpris de la "nouveauité" d'un tel message. Les évêques ont pourtant souligné la continuité de cet enseignement en regard de leurs déclarations sur "Les coûts humains du chômage" (1980) et "Une société à refaire" (1977). Mais ce genre de préoccupations

n'est pas seulement le fait de quelques individus au sein de la Conférence épiscopale canadienne. Le texte qui suit date de 1971, il est tiré du dernier grand texte social de Paul VI, la "Lettre au Cardinal Roy" à l'occasion du 80e anniversaire de l'encyclique *Rerum Novarum*.

L'égoïsme et la domination sont chez les hommes des tentations permanentes. Aussi un discernement toujours plus affiné est-il nécessaire pour saisir, à leur racine, les situations naissantes d'injustice et instaurer progressivement une justice de moins en moins imparfaite. Dans la mutation industrielle, qui réclame une adaptation rapide et constante, ceux qui vont se trouver lésés vont se trouver plus nombreux et plus défavorisés pour faire entendre leurs voix. L'attention de l'Église... se porte vers ces nouveaux "pauvres" pour les reconnaître, les aider, défendre leur place dans une société durcie par la compétition et l'attrait de la réussite. (Lettre "Octogesima Adveniens", 15)

Dix ans plus tard, Jean-Paul II en traitant précisément du "travail humain", affirmait que le chômage est "le contraire d'une situation juste et correcte".

Alors que d'une part des ressources naturelles importantes demeurent inutilisées, il y a d'autre part des foules de chômeurs, de sous-employés, d'immenses multitudes d'affamés... (Au plan national comme au niveau mondial) pour ce qui concerne l'organisation du travail et de l'emploi *il y a quelque chose qui ne va pas...* (Encyclique "Laborem Exercens", 18)

C'est bien le message que les évêques appliquent à la crise de l'économie canadienne. Le chômage a atteint un

niveau intolérable, et le gouvernement continue de privilégier la lutte contre l'inflation: "il y a quelque chose qui ne va pas", il faut inventer autre chose, car, comme l'écrivent les évêques, "une nouvelle orientation économique exige un changement dans l'ordre des valeurs et des priorités".

## Et le cléricisme ?

En intervenant à ce niveau, les évêques parlent politique, car le changement des valeurs et des priorités se répercutera sur l'économie à travers les décisions des responsables de l'État, soumis aux pressions de l'opinion publique. Mais ces évêques n'interviennent pas en partenaires du pouvoir, ils se font plutôt "la conscience critique de la société", pour reprendre une expression de René Coste, et ils invitent les chrétiennes et les chrétiens à devenir eux-mêmes "la conscience critique de la société".

Avant de parler de "cléricisme" à propos d'une telle intervention, peut-être faudrait-il se demander ce que signifierait, dans le contexte actuel, le silence de l'Église en matière de chômage. Trop de chrétiens, trop de citoyens, restent passifs en face de ce qui arrive aujourd'hui et qui est insupportable. Ceux qui s'engagent, cependant, et qui travaillent à combattre l'injustice seraient en droit de reprocher aux évêques de ne pas faire leur part, si ceux-ci n'intervenaient pas au niveau qui est le leur.

À ce moment-ci, les évêques céderaient à la naïveté ou à la complicité s'ils ne parlaient pas clair. Qui leur suggère de retourner à la sacristie n'est pas aussi innocent qu'on le croirait. Les railleurs devraient prendre conscience qu'ils se font objectivement les alliés de groupes et de pouvoirs qui ont des intérêts à défendre et qui recourent à l'insulte et au ridicule parce qu'ils ont peur.

Les hommes politiques ont peur. Les puissances d'argent et le grand patronat défendent des intérêts qui ne coïncident pas nécessairement avec le bien commun. Eux aussi ont peur. Peur de la vraie démocratie. Peur de la masse des citoyens qui pourraient exercer leur droit de vote de façon beaucoup plus critique.

Au lieu d'accepter le débat, ils préfèrent écarter rapidement le document épiscopal, sous prétexte que les évêques ne seraient pas unanimes. Comme si les hommes politiques n'étaient pas divisés! Comme si les économistes étaient tous d'accord!

Pour parer le questionnement éthique formulé par les évêques, on se hâte de tourner en ridicule les exemples qu'ils apportent pour indiquer des alternatives possibles. C'est tellement plus facile que d'entendre les questions et d'entreprendre le débat!

## Lundi, le 21 mars

soirée-débat consacrée au

### MESSAGE DES ÉVÊQUES CANADIENS SUR LA CRISE ÉCONOMIQUE

Le panel sera formé de deux économistes et d'un théologien:

Madame Diane Bellemare, de l'Institut de recherches appliquées sur le travail, qui vient de publier avec Lise Poulin Simon *Le plein emploi: pourquoi?*

Madame Caroline Pestiau, économiste, travaille au C.D. Howe Institute.

Monsieur Jacques Racine est doyen de la faculté de théologie de l'Université Laval.

Rendez-vous donc: **lundi, 21 mars**  
**de 19h30 à 22h00**  
**à la Maison Bellarmin**  
**25, Jarry ouest**

I.D.

# RENDEZ-VOUS À OTTAWA

Chers collègues,

Si je me permets de vous envoyer aujourd'hui le dossier qui précède, c'est au fond pour mieux vous adresser une double invitation. Je vous invite d'abord à discuter sérieusement du problème fondamental soulevé par la déclaration des évêques. Et ce problème grave, urgent, inéluctable, ce n'est pas de savoir si les évêques ont le droit de parler d'économie, ce n'est pas non plus de relever les formulations plus discutables qu'ils ont utilisées (tout cela, si passionnant que ce soit pour les spécialistes, reste très secondaire pour la population); le problème fondamental, c'est celui de la lutte contre le chômage dans la récession actuelle.

Trop souvent, ces dernières semaines, d'autres que vous ont invoqué votre "compétence" et le caractère professionnel de vos analyses pour tenter de discréditer devant l'opinion publique le message pastoral sur la crise économique. Vous le savez aussi bien que moi, les airs de vierge offensée de certains commentateurs visaient surtout à étouffer la question que vous posent les évêques, quand ils appellent au dialogue, à la discussion, au débat public: qu'est-ce que vous autres, les professionnels de l'économie, vous avez à proposer pour changer la situation?

Pouvez-vous vous contenter de vos revues spécialisées et de vos rencontres académiques entre vous, pendant que des médias qui atteignent un public de gens ordinaires transmettent commentaires, reportages et éditoriaux, pratiquement au nom de la science économique que vous représentez?

Les médecins de Molière prescrivaient en leur temps force saignées et clystères au patient qu'ils purgeaient surtout de ses écus. Évitez de vous laisser identifier à ces docteurs pré-tentieux et incapables.

Ne risquez pas de donner dans ce piège. Le public se tourne vers vous comme si vous pouviez seuls, et à partir de la seule science économique, inventer la solution d'un problème qui n'est pas seulement économique. À l'instar de la guerre que Clémenceau ne voulait pas abandonner aux militaires, la crise est une chose trop sérieuse pour qu'on la confie exclusivement à des économistes.

La science politique, la psychologie sociale, le droit, les relations industrielles doivent aussi être mises à contribution et, à un autre niveau, la philosophie sociale et politique, l'éthique. C'est ce dialogue qui n'est pas encore amorcé. Et c'est ce dialogue que le message des évêques vous invite à entreprendre.

Sur un point fondamental, ces pasteurs qu'on a hautainement taxés d'incompétence voient loin, et ils voient juste.

Toute société — et la nôtre aussi malgré l'influence de son voisin du Sud — doit pouvoir être le sujet de son histoire, et non pas seulement le pantin misérable soumis aux "lois du système" et à n'importe quelles "nécessités" de la conjoncture.

Pour une société, être sujet, cela signifie traiter ses membres comme des partenaires, capables de négocier et de délibérer en vue du bien commun, non pas comme des forces aveugles qu'il s'agit de dompter et de mettre sous le mors.

Quand les évêques demandent au gouvernement d'associer plus étroitement les syndicats à la consultation nécessaire à la sortie de crise, ils indiquent la voie d'une société différente, une société où les idéologies, les programmes, les utopies mêmes (l'imagination sociale reste indispensable) ne sont plus simplement dénoncées mais débattues.

Si l'on entre en dialogue avec le minimum de respect pour ce que la position d'autrui comporte de vérité, et le minimum d'ouverture d'esprit qui permet de se faire provoquer par le débat, on peut tirer du message des évêques matière à réflexion et à discussion véritable.

Je vous invite donc, chers collègues, à venir discuter.

Vous ne serez sans doute pas d'accord avec tout ce que propose ce dossier en fait d'analyse et de pistes d'action. Alors entrez dans le débat. Répondez. Écrivez-nous, nous publierons vos textes. Et nous serons heureux de continuer le dialogue.

Et pour donner à notre échange un contexte encore plus suggestif, je vous fais encore une autre invitation. À la fin de mai, les chômeurs, les assistés sociaux et les travailleurs organisent une "Grande Marche". Déjà les évêques du Québec ont tenu à donner leur appui à cette manifestation. Cette Marche est un phénomène de crise: elle montrera à nos chefs politiques ce qu'ils évitent de regarder en face. Il est bon que des économistes aussi s'y frottent.

Il y aura des évêques qui marcheront avec les chômeurs, du moins je l'espère. J'y serai aussi. Alors je vous invite. Venez faire un tour. Nous trouverons bien un petit moment pour poursuivre le dialogue.

Irénée Desrochers,  
docteur en science économique

# LES ÉVÊQUES ET L'ÉCONOMIE CANADIENNE

par Julien Harvey

Le 5 janvier 1983, la Commission épiscopale des affaires sociales de la CECC publiait un message intitulé "Jalons d'éthique et réflexions sur la crise économique actuelle". Dès la veille, le Directeur du journal *Le Devoir*, M. Jean-Louis Roy, avait pris position sur le document. Le 8 janvier, l'Équipe de rédaction de *Relations* réagissait à l'éditorial de M. Roy dans un article publié dans *Le Devoir*. C'est dans cette perspective que se situe la présente réflexion.

Quand on considère l'importance des questions économiques dans la vie des personnes et des communautés humaines, on comprend aisément que les penseurs des siècles passés aient considéré l'économie comme une partie de l'éthique. Et comme par ailleurs ils ont pratiquement tous considéré la pensée éthique comme une partie essentielle de la pensée religieuse, celle qui concerne la façon de vivre sa foi dans le monde, on en vient vite à se demander pourquoi cette situation historique a changé.

## Éthique et science

L'explication habituelle est à deux paliers. D'abord, toute science qui progresse et devient plus complexe devient en même temps plus autonome. Mais aussi toute science qui restreint son objet à sa partie technique tend également à ne plus requérir de liaison, encore moins de subordination, à l'éthique. Dans l'histoire de l'économie, on a constaté que cette séparation de l'économie par rapport à l'éthique se produit plus nettement lorsque le libéralisme économique revient sous une forme ou l'autre: si le monde de l'économie fonctionne de telle sorte qu'une

"main invisible" assure le bien de tous alors même que chacun n'est occupé qu'à se procurer son propre bien, on n'a plus à se demander comment les hommes devraient agir dans le domaine de l'économie mais simplement comment ils agissent. Dans ce même contexte du retour de l'économie libérale, on se met en général à présupposer la rationalité économique, c'est-à-dire le fait que les hommes agissent de façon moralement neutre et non pas par égoïsme. On peut alors proclamer que l'on a atteint le point où l'économie devient scientifique, le moment où tout y est quantifiable, éventuellement par l'ordinateur.

## Une économie du bien commun

Par contre, dans toute économie du bien commun, il est inévitable qu'on introduise des valeurs de façon visible, dans l'analyse économique et dans la planification, qu'il s'agisse de la dignité humaine, du souci des plus faibles, de la sécurité, de la liberté, de la coresponsabilité. La conséquence sera que l'économie du "welfare", celle à laquelle en fait nous sommes

habitués depuis le rapport Beveridge, n'aura jamais la belle précision mathématique de l'économie libérale, ne pourra jamais parler avec insistance de la réalité et de la vérité des faits économiques. Mais il faut être conscient du fait que cette précision technique est acquise à un prix très lourd: l'abandon explicite de toute autre considération que celle de la théorie des prix, amenant fatalement le retour clandestin d'une échelle de valeurs non critiquée. Voilà pourquoi, dans les périodes de crise, qui sont précisément les périodes où la rareté des biens et les difficultés de production, de distribution et de consommation amènent l'économie au premier plan de l'actualité, les défenseurs d'une économie du bien commun feront toujours figure de naïfs. Et si ces "naïfs" sont des évêques, il sera bien tentant pour les réalistes de l'économie libérale retrouvée de les renvoyer à leurs sacristies. Et si certains de ces réalistes se disent croyants, ils penseront facilement présenter une meilleure lecture de l'Évangile en agissant ainsi.

1. Je pense à des hommes comme John C. Bennett (un Canadien trop peu connu) et Heinz-Dietrich Wendland. Voir par ex. John C. Bennett, Ed., *Christian Values and Economic Life*, New York, 1954; Carl-Henric Grenholm, *Christian Social Ethics in a Revolutionary Age*, Uppsala, 1973.

## L'économie de l'Incarnation

Qu'est-ce donc qui amène un théologien, et éventuellement un évêque, sur le terrain de la vie économique de son pays? Essentiellement, l'Incarnation de son Dieu et la misère des hommes. Jésus n'a jamais fait de distinction entre des biens spirituels et des biens matériels, les premiers constituant le monde de la foi et les seconds celui de l'économique. Il y a le bien ou le mal de l'homme, c'est tout. Ce bien est à la fois temporel et éternel. La création et le salut sont en continuité en régime chrétien. Et il n'y a qu'un seul projet de réussite du monde, pas deux: c'est le même qui se réalise à la Bourse et dans le monastère!

Ceci dit, avec quelles ressources et avec quelles limitations un évêque ou un théologien arrivent-ils sur le terrain de l'économie et même de l'économique? Ils y viennent d'abord comme "spécialistes en humanité", pour reprendre une formule de Paul VI devant les Nations unies. Si la foi ne donne aucune lumière spéciale sur l'homme, sa dignité, son sens et sa direction dans l'histoire, elle ne donne vraiment rien. Dans un pays pluraliste, on objectera que la foi n'est pas la même pour tous et que par conséquent l'éthique qui en découle est difficilement "exportable". Cela est exact et doit influencer le ton d'une intervention épiscopale: elle est une voix dans le concert, une voix responsable, mais qui ne remplace pas la voix de l'humanisme, qui lui aussi a une vision de l'homme. Et de plus, si la compréhension chrétienne de l'homme et de la société est vraie, elle ne peut manquer de trouver des échos même chez ceux qui ne la partagent pas.

Un évêque entre aussi dans le domaine de l'économie comme porteur d'une longue tradition éthique de son Église, tradition qui a eu ses erreurs, mais dont personne ne niera sérieusement les richesses. Il y vient enfin avec une longue expérience de l'accompagnement des civilisations dans tous ces domaines où il n'y a pas de connaissance parfaite mais où le peu qu'on possède est précieux, le domaine de la "société responsable", du bien-être (qui est plus qu'une situation économique), de la cores-

## UNE VALEUR INESTIMABLE

Quelles que soient les forces et les faiblesses de la déclaration de la Commission épiscopale des affaires sociales, elle aura une valeur inestimable si elle incite les Canadiens (1) à reconnaître le sérieux de la crise à laquelle nous faisons face et l'incroyable souffrance qu'elle cause, (2) à scruter notre conduite passée et présente pour vérifier si nos actions et nous-mêmes sommes partie du problème ou de sa solution, (3) à analyser sérieusement les questions complexes auxquelles nous sommes confrontés au Canada dans le "village global" où nous vivons tous, (4) à chercher ensemble des perspectives sociales et économiques meilleures que celles qui existent présentement et (5) à reconnaître que ces perspectives nouvelles exigeront un réaménagement fondamental de nos valeurs de base et de nos priorités.

*Extrait du message du T.R. Edward W. Scott, primat de l'Église anglicane du Canada, en date du 11 janvier 1983.*

pensabilité sociale, de la liberté, de la justice et de la paix.

Avec ces ressources, il ne prétend pas, ou du moins il ne doit pas prétendre, avoir une réponse ferme à tous les problèmes posés par une situation économique, encore moins par une crise économique. Mais il est qualifié pour entrer dans le dialogue.

## Une économie humaine

Il n'y a pas de technique économique chrétienne. Mais il y a une vision chrétienne de l'homme, formant un cadre dans lequel une économie humaine peut se développer, avec la collaboration d'une science économique aussi qualifiée que possible. On connaît les principaux éléments de ce cadre, que Jean-Paul II vient de rappeler dans sa lettre sur le travail: priorité absolue de l'amour efficace et universel sur toutes les théories conflictuelles de la vie sociale, possibilité de consentir des sacrifices considérables pour les autres, refus de l'égoïsme à l'intérieur d'un souci de son bien personnel, refus de la violence sauf dans le cas d'une légitime défense proportionnée à l'attaque, respect des faibles et des pauvres, valorisation du travail. Chaque fois qu'on a oublié ces réalités et vérités de l'homme, chaque fois qu'on a jugé que les exigences du Sermon sur la montagne ne s'appliquent plus dans un monde réaliste et dur, on a gâché la vie sociale de façon très profonde.

Malgré ce que pense l'"homme économique" qui habite le coeur de chacun de nous, nous savons qu'il n'y a pas de prospérité valable ni durable, si celle-ci n'est pas d'abord soucieuse du bien-être de tous, y compris des vaincus dans la course à la fortune. C'est de cela que parlent les évêques lorsqu'ils s'engagent sur le terrain de l'économie nationale.

## Le réalisme de l'action..., du politique

Mais est-ce là tout le champ de la pensée et de l'activité économique? Non, au delà de ce monde de l'agir et des fins, monde où tout chrétien est chez lui et où l'homme est plus vaste que l'économique, il y a le monde du faire, des moyens, de la technique. La sagesse est nécessaire, mais elle ne remplace pas le savoir qu'est l'économique. À ce moment, il est évident qu'un évêque ou un théologien, à moins d'être en même temps économistes, doivent modifier le ton de leur intervention. Ils doivent accepter que le champ de l'économie concrète, pour jouer son rôle, doit être occupé à la fois par trois partenaires: les agents économiques (hommes d'État, financiers, industriels, syndicalistes, etc), les économistes qui les conseillent sur le plan technique et ce troisième partenaire que sont les évêques et tous ceux qui doivent rappeler aux agents économiques les exigences d'une économie humaine.

Et c'est ici que la situation n'est pas si aisée, ni pour les tenants d'une intervention chrétienne et humaniste, ni pour les techniciens de l'économie. Dans le concret, le monde des fins et celui des moyens ne se laissent pas si aisément départager, le monde de l'agir et celui de la technique de même. Si l'économie descriptive peut se dire neutre, l'analyse économique est déjà si pénétrée de valeurs agissantes et la planification

économique est tellement plus encadrée dirigée par une image de l'être humain et de la société qu'elles ne peuvent pas en pratique se dire autonomes par rapport à l'éthique. Et inversement bien des positions éthiques ne peuvent s'exprimer qu'en utilisant déjà les catégories et le langage de la technique. Si on veut des exemples de cette compénétration des deux domaines, celui de l'éthique économique et de la technique économique, songeons aux problèmes du transfert économique en vue de l'assistance sociale.

tes. Avec intervention publique, débat, explications, à mesure des événements. Ceci est un processus démocratique et seul il peut permettre une santé humaine dans le monde de l'économique. Tous les efforts pour disqualifier d'un seul coup les évêques d'un pays entier, surtout lorsqu'on considère que leurs interventions sont préparées d'abord par des spécialistes, sont des simplismes, qu'ils proviennent d'éditorialistes ou de politiciens.

L'attitude démocratique, au contraire, si elle devient permanente assure dans les faits ce qui ne se laisse pas déterminer en théorie: la contribution des forces sociales positives à résoudre les problèmes humains majeurs qui se jouent dans le champ de l'économique, sans avoir à se disputer vainement sur l'endroit où se situe la frontière entre les responsabilités des maîtres en humanité et des maîtres en technique. En d'autres termes, des débats comme celui auquel nous avons récemment assisté à la suite de la lettre des évêques sur la crise économique sont excellents, à condition qu'on en élimine à l'avenir l'injure et le mépris.

Il est utile d'ajouter ici une réflexion. Un débat comme celui-ci aurait tout intérêt à devenir oecuménique (le journal *Credo* a déjà pris position pour appuyer le texte des évêques). Car il est fondamentalement un débat chrétien et non explicitement catholique, malgré les divergences dogmatiques sur l'évaluation du monde. Et le Conseil oecuménique des Églises possède une très vaste expérience dans ce domaine, depuis sa fondation en 1948. Des théologiens et des économistes ont consacré des vies entières à définir dans le détail les conditions de création d'une "société responsable", en particulier sur le plan économique<sup>1</sup>. Il serait dommage que tout cet acquis de collaboration entre économistes et théologiens soit perdu.

## APPUI DE L'ÉGLISE UNIE

La revue *Aujourd'hui Credo*, mensuel francophone de l'Église unie du Canada, a tenu à manifester son appui à la déclaration de la Commission épiscopale des affaires sociales.

Son numéro de février reproduit le texte intégral des évêques, le commente et prend position "face à certaines réactions négatives de pouvoirs qui voudraient voir les Églises se préoccuper uniquement de questions spirituelles".

L'année dernière, la revue était d'ailleurs intervenue dans le même sens en réagissant vivement au budget déposé par le ministre MacEwen: "Le dernier budget fédéral accentue encore l'écart entre les plus riches et les plus pauvres. Le partage n'est pas équitable. Il est si peu équitable que la situation de certaines familles est tout à fait dramatique."

Et l'éditorial de février 1982 ajoutait: "Que peuvent faire nos Églises dans ce contexte? Elles n'ont guère de choix. Si elles sont évangéliques, elles prendront fait et cause pour les démunis par fidélité à l'enseignement du Christ. On ne peut pas se contenter d'être évangélique et d'enclorre l'annonce du Royaume dans une spirituelle conversion de l'âme."

On peut se procurer *Aujourd'hui Credo* au Centre protestant de documentation et d'information (CPDI): 3840, boul. Décarie, Montréal, H4A 3J5; (514) 486-9213.

## Structures pour un dialogue

La conséquence d'une telle réflexion est relativement simple: dans une situation d'éloignement de l'économique par rapport à l'éthique et plus encore par rapport à la foi, situation plus périlleuse encore en période de crise économique, nous avons le choix entre des interventions *conflituelles* entre les porteurs des fins et les représentants des moyens, entre les sages et les techniciens, interventions arrivant souvent trop tard, lorsque les dommages sociaux sont graves, ou encore des interventions *coordonnées*, structurées, permettant une contribution positive des représentants de l'humain et du technique. On peut hésiter à recommander la création de lieux de réflexion et de rencontre, de comités conjoints où siègeraient côte à côte des économistes, des représentants du monde croyant et du monde humaniste, des agents économiques venus de la politique, des industries, des syndicats, du monde financier. Mais une telle structure, qui pourrait être légère et réservée aux moments de crise, est moins inquiétante que le lobbying invisible des divers agents économiques, dans une économie dont le fonctionnement est apparemment autonome. Il faudrait tout simplement faire l'expérience d'une structure de rencontre.

En attendant, mieux vaut, somme toute, une vigilance réciproque, dans une volonté de respect mutuel, entre les représentants des diverses forces impliquées: agents économiques, spécialistes de l'éthique, économis-

# LE PARTI LIBÉRAL FÉDÉRAL ET L'ART D'ÊTRE AU POUVOIR

par Michel Brunet

Depuis l'époque de Wilfrid Laurier et de MacKenzie King, le Parti libéral du Canada a passé trois fois plus de temps au pouvoir, à Ottawa, que ses rivaux conservateurs. Sa dernière dynastie s'y est installée à l'été de 1968, portée par la vague de la "trudeumanie". Monsieur Michel Brunet, professeur à l'Université de Montréal et spécialiste éminent de l'histoire canadienne, passe ici en revue quatre ouvrages récents consacrés à cette redoutable machine politique.

## Tel parti, tel chef

Le Canada contemporain, créé par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique — dont le rapatriement a été plus laborieux que sa gestation —, aura 116 ans le 1er juillet 1983. Pendant cette période, seulement deux partis auront exercé le pouvoir à Ottawa: 46 ans pour les conservateurs, 70 ans pour les libéraux. Si nous nous limitons au XXe siècle, le déséquilibre entre les deux formations politiques devient encore plus frappant: 22 ans pour les conservateurs, 61 ans pour les libéraux. Faut-il s'étonner de constater que plusieurs libéraux se conduisent souvent comme si le pouvoir fédéral leur appartient de droit divin? Un dicton circule même chez les libéraux: "Être libéral c'est être patriote".

Chacun sait qu'au Québec les électeurs francophones avaient contracté une alliance avec les libéraux fédéraux depuis l'accession de Wilfrid Laurier à la direction du parti en 1887 jusqu'au départ précipité de Louis Saint-Laurent en 1958. Après un flirt temporaire avec les conservateurs de John Diefenbaker et ensuite avec les créditistes de Réal Caouette, ils sont graduellement revenus au bercail libéral dominé depuis 1968 par Pierre-Elliott Trudeau.

La carrière politique de cet ancien fonctionnaire - avocat - journaliste - professeur ressemble étrangement à l'histoire même du parti libéral canadien. À l'origine, les *Clear Grits* de George Brown et les Rouges d'Antoine-Aimé Dorion, les ancêtres du parti libéral contemporain, étaient des idéologues incapables de gagner la confiance d'une majorité des électeurs. Jusqu'aux élections générales de 1891, le parti libéral fédéral constituait une lâche confédération de groupuscules politiques provinciaux.

Wilfrid Laurier, qui au début de sa carrière avait aveuglément embrassé le credo de ses maîtres rouges, ne tarda pas à se débarrasser de son carcan idéologique. Au lendemain de la défaite libérale de 1891 — sauf à l'Île-du-Prince-Édouard et au Québec —, Laurier fit comprendre à ses collaborateurs et aux militants que, s'ils voulaient accéder au pouvoir, ils devaient renoncer à leur tradition doctrinaire.

Le théoricien politique Pierre-Elliott Trudeau, qui avait déjà fait campagne pour des candidats du N.P.D., obéissait aux mêmes impératifs lorsqu'il devint candidat officiel du parti libéral fédéral aux élections de 1965 dans le comté de *Mount Royal*.

Le parti libéral fédéral canadien demeure, depuis trois générations, la machine politique la plus puissante de tous les pays où existent des institutions représentatives. Trois chefs, qui avaient bien compris à quelles conditions une formation politique peut se rallier une majorité au sein de la population canadienne, l'ont rodée: Wilfrid Laurier, William Lyon Mackenzie King et Louis Saint-Laurent.

L'étude magistrale du Professeur Granatstein nous démontre comment s'est établie et a fonctionné l'association étroite qui a existé entre la fonction publique et le gouvernement libéral. Il est bon de rappeler que King avait été un fonctionnaire fédéral avant de devenir homme politique. Jusqu'à la fin de sa vie, il considéra la fonction publique comme une base de recrutement pour son cabinet et pour le parti libéral. Le gouvernement de Louis Saint-Laurent comptait quelques anciens fonctionnaires, parmi lesquels Lester B. Pearson et J.W. Pickersgill se placent à l'avant-scène. Devenu premier ministre, Pearson fit également appel à d'anciens collègues de la fonction publique pour gouverner le pays. Chaque livre de M. Granatstein — il en a déjà plusieurs à son crédit — nous aide admirablement à mieux comprendre l'histoire contemporaine du Canada, en particulier celle du Canada des *Canadiens*. Il le fait dans

un style clair en s'appuyant toujours sur une recherche approfondie et avec une largeur de vue remarquable.

Il est intéressant, par exemple, de lire les pages où il explique l'absence de Canadiens français au sommet de la hiérarchie dans l'administration fédérale. L'auteur a la sagesse de ne pas répéter servilement les idioties habituelles sur le handicap psychologique dont auraient souffert les citoyens franco-catholiques du Québec. Dans les hautes sphères de la fonction publique fédérale comme aux conseils d'administration des grandes compagnies, ceux qui sont aux commandes se recrutent par

En réalité, comme les deux auteurs le rappellent, le premier ministre du Canada a surtout un talent exceptionnel de grand acteur. Il sait multiplier ses personnages et se présenter aux différents groupes qui constituent la population canadienne dans une perspective favorable. Ce spectacle dure depuis bientôt quinze ans.

La télévision a très bien servi les intérêts et les ambitions de M. Trudeau. Si M. Gwyn veille à le signaler fréquemment, Mme Newman ne prend pas suffisamment en considération les modifications profondes apportées par le petit écran familial dans nos moeurs politiques. Grâce

"Le Roi Soleil" (Gwyn), "Politics of Mismanagement" (Newman), "Manifest Destiny" (Gwyn), "Politics of Desperation" (Newman).

La grande faiblesse du régime Trudeau c'est que le premier ministre et ses principaux conseillers ont poussé à l'extrême l'une des traditions du parti libéral fédéral. Celui-ci a toujours su prendre les moyens nécessaires pour conquérir le pouvoir et s'y maintenir. Laurier avait tracé la voie. King s'y est engagé avec succès. Saint-Laurent a bénéficié du travail de ses prédécesseurs. Pearson, avec l'aide de Walter Gordon, de Maurice Lamontagne — dont l'importante contribution en politique fédérale contemporaine est trop souvent ignorée — et du commando de fidèles partisans ontariens que Keith Davey et Gordon Dryden avaient formé, réussit à donner une nouvelle crédibilité au parti après les échecs de 1957-1958.

Au lieu de veiller à ce que le parti libéral fédéral demeure, comme auparavant, aux yeux d'une majorité des électeurs l'instrument privilégié de leur participation au projet collectif pancanadien, les idéologues et technocrates du PMO (Prime Minister Office) et du PCO (Privy Council Office) crurent qu'un contact direct, grâce à la radio et à la télévision, entre le premier ministre et la population assurerait leur mainmise permanente sur le pouvoir. Plus nécessaire de s'occuper du parti et des militants. Les sondages devinrent leur Bible et les guidèrent dans toutes leurs déclarations et décisions. Un autre volet de leur stratégie: détruire les partis adversaires en débauchant quelques-uns de leurs membres en vue. Pensons aux cas Jack Horner, Claude Wagner, Edward Schreyer, Gordon Fairweather, Jacques Lavoie, Adrien Lambert.

**Au lendemain de l'élection générale de 1968, Lester Pearson, ignoré et brutalement mis de côté par celui qu'il avait lui-même hissé sur le pavois, a tenu à rappeler, lors de son intronisation comme chancelier de Carleton University, que toute société démocratique devait se prémunir contre le "culte de la personnalité".**

cooptation. Les milieux qu'ils fréquentent se composent de *Canadiens*, d'*Américains* et de *British*.

### Le couronnement

En succédant à Pearson, M. Trudeau héritait d'un grand parti avec une longue tradition et une capacité de rebondissement remarquable. La grande victoire de 1968 démontra, une fois de plus, que les libéraux fédéraux jouissent auprès de l'électorat d'une marge de crédibilité considérable. Le talent des organisateurs libéraux sut l'exploiter à fond. Le nouveau chef souleva un enthousiasme délirant au Canada anglais. C'était le moment de la "trudeaumanie". Richard Gwyn et Christian McCall-Newman nous font revivre ces mois fiévreux. Le sénateur Keith Davey, un professionnel en la matière, a raison de soutenir que la tournée de M. Trudeau en 1968 "ne fut nullement une élection, c'était un couronnement".

aux communications électroniques, il a pu se propulser à la direction du parti libéral fédéral, l'ignorer impunément une fois rendu au sommet et se comporter beaucoup plus en président américain, détenteur de tout le pouvoir exécutif, qu'en chef de gouvernement obligé de partager son autorité avec les membres du cabinet et de rendre des comptes à la Chambre des communes.

### Les apprentis-sorciers

Les deux auteurs ont réuni un dossier accablant pour le premier ministre et ses collaborateurs immédiats. Il n'est pas exagéré de soutenir que l'administration du pays a été, depuis 1968, entre les mains maladroites d'apprentis-sorciers. Quelques titres de leurs chapitres sont très révélateurs: "The Morning of the Magician" (Gwyn), "The Politics of Passion" (Newman), "Just Watch Me" (Gwyn), "Politics of Manipulation" (Newman),

### Le culte de la personnalité

Depuis 1968, le parti libéral fédéral est dirigé par un chef et une petite équipe de ses favoris qui ne croient pas en notre régime parlementaire. Ils ont voulu le transformer en une

démocratie plébiscitaire. Lester B. Pearson, qui avait, dès le mois de novembre 1967, favorisé la candidature de son ministre de la Justice à sa succession, comprit très tôt, après avoir eu plusieurs rencontres intimes avec son collègue pour le mettre au courant de certains dossiers importants, qu'il avait placé sa confiance et ses espoirs dans un homme n'ayant pas toutes les qualités requises pour devenir premier ministre et chef d'un grand parti pancanadien.

Il voulut alors renverser la vapeur mais il était déjà trop tard. Le raz de marée "trudeaumane" avait commencé à déferler. "It's Spring", proclamaient les jeunes et les moins jeunes *Canadiens* que PET avait envoûtés. Ensuite, ce fut l'élection triomphale du 25 juin 1968, après la mise en scène du 24 juin, au défilé de la Saint-Jean-Baptiste à Montréal. Pearson, ignoré et brutalement mis de côté par celui qu'il avait lui-même hissé sur le pavois, dut se contenter de rappeler, lors de son intronisation, quelques mois plus tard, comme chancelier de Carleton University, que toute société démocratique devait se prémunir contre le "culte de la personnalité".

C'était une dénonciation directe de la "trudeaumanie". Les deux auteurs en voient les conséquences. Les citoyens des deux Canadas, en particulier les libéraux qui ont su résister aux charmes du magicien, s'interrogent de plus en plus sur le bilan de l'administration Trudeau. Le parti libéral s'est lui-même détruit tout en demeurant au pouvoir. Il faut ajouter, également, que les conservateurs ont eux-mêmes contribué au succès de Trudeau et de son équipe. Les deux auteurs n'ont pas suffisamment mis en lumière la faiblesse déroutante du parti conservateur fédéral.

Quant à leur conception du Québec et des Québécois, il vaut mieux ne pas en parler. Au lieu de chercher à expliquer ce qui se passe dans cette province "pas comme les autres", pourquoi ne se contentent-ils pas d'avouer humblement leur ignorance? Nous-mêmes, sommes-nous si lucides? Qui peut décrire clairement ce qui se passe dans la tête d'un électeur canadien-français du Québec. Rappelons simplement les résultats obtenus aux élections provinciales de 1973 et de 1976, aux élections fédérales de 1979 et de 1980, au ré-

## les 4 ouvrages présentés dans cet article

- GRANATSTEIN, J.L., *The Ottawa Men: The Civil Service Mandarins, 1935-1957*. Toronto: Oxford University Press, 1982, XIV + 333 pages. Index. Broché. 14,95\$.
- GWYN, Richard, *The Northern Magus: Pierre Trudeau and Canadians*. Toronto: McClelland and Stewart, 1980. Index. Relié. 19,95\$. Édition brochée de PaperJacks Ltd., Markham, Ontario, 1981, 3,95\$. Publié en traduction française, *Le Prince*. Ed. France-Amérique, 1981, 481 pages, 17,95\$.
- McCALL-NEWMAN, Christina, *Grits: An Intimate Portrait of the Liberal Party*. Toronto: Macmillan of Canada, 1982. X + 479 pages. Index. Relié. 24,95\$.
- SAINT-AUBIN, Bernard, *King et son époque*. Montréal: Éditions La Presse, 1982. Préface de Jacques Monet. 409 pages. Index. Broché. 14,50\$.

férendum québécois de 1980, à l'élection provinciale de 1981. Ne soyons donc pas trop exigeants envers les observateurs *Canadian* de la scène québécoise.

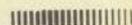
### Découvrir Mackenzie King

En terminant cette revue de publications récentes du Canada anglais consacrées à la fonction publique d'Ottawa et au parti libéral fédéral, je désire signaler à l'attention des lecteurs de *Relations*, que la politique canadienne intéresse, la parution récente d'un livre québécois racontant la vie de l'un des plus grands chefs politiques non seulement du Canada mais du monde occidental. Macdonald, Laurier, King et Saint-Laurent appartiennent à une classe particulière de leaders politiques, celle des conciliateurs-créateurs. Des hommes politiques nés. Aucun barrage idéologique chez ces hommes. Un seul souci: avancer sans perdre ses troupes et sa crédibilité, conquérir le pouvoir et s'y maintenir en s'appuyant sur le parti.

M. Bernard Saint-Aubin, à qui nous devons déjà une étude pertinente de *Duplessis et son époque* (Montréal: Éditions La Presse, 1979), vient de publier une description et une évaluation remarquables de la carrière politique de Mackenzie King. Journaliste et observateur averti de la scène politique québécoise et canadienne depuis quelque trente ans, l'auteur s'impose en plus la tâche de consul-

ter tous les livres et témoignages portant sur la période qu'il étudie. Il examine également les sources imprimées disponibles. Chacun sait que King et ses exécuteurs testamentaires ont comblé les historiens sur ce point. Remercions l'ancien premier ministre qui avait tenu régulièrement son journal quotidien. Quand je songe à tous les détails intimes de sa vie que nous connaissons maintenant, je me demande si les hommes politiques d'aujourd'hui et de demain succomberont à la tentation de tenir leur journal!

En vingt-neuf courts chapitres, dont le plus long compte vingt-quatre pages, l'auteur nous résume une carrière fascinante et décrit en même temps une période importante de l'histoire du Canada au XXe siècle: l'administration Laurier, la Première Grande Guerre, la Crise de la conscription de 1917, la prospérité des années 1921-1930, la crise économique de 1929-1940, la Deuxième Grande Guerre, la politique fédérale d'après-guerre, la résistance québécoise devant le centralisme fédéral, l'accession de Louis Saint-Laurent à la direction du parti libéral fédéral et la retraite de King. Il est évident que M. Saint-Aubin éprouve une sympathie lucide pour son personnage. Non sans raison. C'est ce qui rend son livre si intéressant à lire. Son étude nous ramène à la démarche des hommes politiques qui ne sont pas des idéologues ni des technocrates. Quelle oasis quand on sort du P.M.O. de Trudeau! De plus, c'est une oeuvre rédigée en français à l'intention des Québécois.



# LE CANADA ET L'O.E.A.

par Kari Polanyi Levitt

**Au cours des deux dernières années, un groupe de parlementaires fédéraux a procédé à l'examen de la politique étrangère du Canada et de ses relations économiques avec les pays des Caraïbes et de l'Amérique latine. En décembre, la commission Dupras déposait son rapport final et recommandait, en particulier, que le Canada devienne membre à part entière de l'Organisation des États américains.**

**Madame Kari Levitt enseigne au département d'économie de l'Université McGill. Spécialiste des problèmes de développement dans le Bassin des Caraïbes, elle a été appelée à collaborer aux travaux de la commission. Elle résume ci-dessous les principales conclusions formulées par les députés au long de leur enquête, et elle rappelle le débat pour ou contre l'adhésion du Canada à l'O.E.A.**

**La traduction et les sous-titres sont de RELATIONS.**

En mars 1981, le comité parlementaire permanent des Affaires extérieures et de la Défense mettait sur pied un sous-comité de quinze membres pour étudier les relations du Canada avec l'Amérique latine et les Antilles. La présidence en était confiée au député de Labelle, Monsieur Maurice Dupras. Ce sous-comité n'existe plus à l'heure qu'il est. Il a terminé son travail depuis le mois de novembre et il vient de déposer ses conclusions devant la Chambre des communes.

Il vaut la peine de se rappeler, cependant, que le Rapport final qui vient d'être produit fait suite à trois autres rapports. Le premier, rendu public le 15 décembre 1981, constituait en fait un rapport d'étape, rédigé au terme d'une série imposante d'audiences publiques à Ottawa et après que plusieurs députés se soient rendus en visite au Mexique et à Washington. En complément, le sous-comité avait commandé deux études spécialisées sur les problèmes d'économie et de développement dans les relations du Canada avec les Antilles et l'Amérique latine: l'une était l'oeuvre des professeurs Liisa North et Edgar Dosman, de l'Université York à Toronto, on m'avait demandé de préparer la seconde.

## Se démarquer des États-Unis

Ce rapport d'étape paraissait à une époque marquée par de très vives tensions sociales et politiques en Amérique centrale et dans la Caraïbe<sup>1</sup>. Dans ce contexte, la commission Dupras recommandait au gouvernement canadien de ne pas envoyer de mission d'observation au Salvador, à l'occasion des élections du printemps: pareille délégation n'aurait servi qu'à légitimer le processus électoral et le régime qui l'appliquait en pleine guerre civile; la proposition saluée à juste titre dans la presse et appuyée par les organismes de coopération internationale, faisait faire un pas décisif et hautement significatif à la politique étrangère du Canada.

L'autre point chaud sur lequel la commission Dupras n'hésitait pas à prendre position concernait ce qu'on appelait alors "l'Initiative caraïbéenne": le *Caribbean Basin Initiative* avait été lancé par le président Reagan, en mars 1981, comme un plan de développement pour la région des

Antilles. Aux yeux des membres de la commission, le projet s'avérait "mal planifié" et ses motivations "pour le moins discutables". Les députés se félicitaient donc de l'attitude adoptée par les gouvernements mexicain et canadien, qui avaient clairement exprimé leur opposition à ce qu'un tel plan serve à pointer une arme idéologique contre certains pays de la région, notamment Cuba, le Nicaragua et la Grenade.

Dans ce premier rapport, la commission identifiait déjà cinq enjeux politiques majeurs, qui devaient orienter la suite de ses travaux. Ces axes d'analyse étaient, dans l'ordre, la question des droits humains, celle des échanges commerciaux et des investissements, la politique d'assistance et de développement, l'immigration et l'accueil des réfugiés, et enfin le principe de la poursuite de la stabilité. La stabilité, insistait le rapport, ne doit pas être confondue avec le statu quo, car ce dernier "implique

1. Le rapport d'étape de la commission Dupras a été présenté aux lecteurs de *Relations*. Voir Albert Beaudry, "Le Canada et l'Amérique latine" (*Face à l'actualité*), janvier-février 1982, p. 6-7.

fréquemment rigueur et répression dans la défense des structures sociales existantes".

Dans cette perspective on évitait de mettre au compte de l'influence d'idéologies importées de l'étranger les processus de changement politique, économique et social en cours dans la région. On suggérait plutôt d'y voir le fait d'aspirations légitimes et bien compréhensibles: de larges segments de la population de ces pays espèrent améliorer leurs conditions de vie et voir instaurer la justice sociale. Reconnaître ces aspirations, c'est accepter qu'une grande variété de modèles de développement soient appliqués dans les différents pays de la région.

### Oui, mais les amis de nos amis...

Les réactions suscitées par les premiers travaux de la commission Dupras devaient démontrer le profond intérêt de la population canadienne pour l'Amérique latine et les Antilles, comme son désir de nouer avec les peuples et les pays de cette région des relations plus étroites et plus suivies. Les députés reçurent un volumineux courrier, largement favorable à leur rapport d'étape, et plusieurs ont été invités à adresser la parole à des assemblées de solidarité ou à participer à des débats publics. Le public canadien appuyait vigoureusement l'idée d'une politique étrangère originale et indépendante à l'endroit des pays de l'autre Amérique: cela ne pouvait qu'impressionner les membres de la commission et les encourager.

Mais la droite n'allait pas rester passive; les murmures et les pressions aboutirent à un remaniement de la délégation conservatrice au sein de la commission: les députés Doug Roche et Michael Forrestall ont dû céder leur place à un ultra-conservateur, Sinclair Stevens, et à John C. Crosbie, qu'on venait de désigner comme répondant du Parti conservateur en matière de politique étrangère. Madame Flora MacDonald, qui était la cible privilégiée des réactionnaires au sein de son parti, a pu conserver son poste à la commission; elle y a joué constamment un rôle de premier plan.

Le second rapport d'étape a été publié en juillet 1982; les députés avaient pu se rendre au Costa Rica, au Nicaragua, au Salvador, en Haïti, à Cuba, en Jamaïque et à Trinidad et Tobago. La recommandation principale de ce rapport visait la création par le parlement canadien d'une Association parlementaire des droits humains, chargée de surveiller la situation dans les pays avec lesquels le Canada est en relation plus étroite. Quoique ce second rapport ait eu moins de mordant et de précision que le premier, Monsieur Stevens et quelques-uns de ses alliés ont tenu à inscrire leur dissidence: ils estimaient la position de la majorité trop sévère à l'endroit de régimes comme ceux du Guatemala et du Salvador, trop conciliante envers Cuba et surtout trop sympathique au Nicaragua.

### Vers une confrontation Nord-Sud?

Le troisième rapport, publié en décembre dernier en même temps que le rapport final traite de l'Amérique du Sud, région que les députés ont pu visiter longuement au cours de l'été 1982. Le texte condamne vigoureusement les violations des droits humains: l'Argentine, le Chili, l'Uruguay et la Guyana sont cités et critiqués spécialement pour des pratiques intolérables comme la torture ou les "disparitions" de militants politiques, de travailleurs sociaux, de syndicalistes... ou de simples "suspects". On recommande une réduction des sommes versées par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) au gouvernement de Guyana au profit de petits projets de développement dans le secteur privé. À propos de l'Uruguay, les députés ont demandé au gouvernement canadien d'exiger des informations des autorités locales sur la situation des prisonniers politiques et sur le cas particulier du Père Luis Aguirre.

Ce dernier rapport d'étape rassemble un bon nombre d'analyses et d'observations importantes sur les stratégies de développement. Au Vénézuéla, par exemple, un taux de croissance économique élevé n'a pas réussi à améliorer les conditions de vie de millions de personnes au bas de l'échelle sociale. On souligne que le combat pour la liberté se continue

même dans les sociétés les plus répressives et on dénonce le cynisme de certains discours sur les droits humains là où une petite élite maintient le statu quo aux dépens d'une majorité démunie, affamée et analphabète, quitte à utiliser pour cela la mécanique d'élections démocratiques.

On observe enfin, en Amérique latine, l'importance croissante de la confrontation Nord-Sud: cela veut dire, en pratique, que les États-Unis risquent de faire face à un sous-continent plus uni (ou moins divisé) que par le passé; la guerre des Malouines et la crise des relations internationales qu'elle a entraînée confirment ce diagnostic.

### Promouvoir la stabilité

Le Rapport final recommande, pour sa part, que le gouvernement fédéral accorde aux relations du Canada avec l'Amérique latine et les Caraïbes plus d'importance et de priorité, et qu'il vise avant tout à promouvoir la *stabilité* dans cette région du monde. On entend par stabilité "la possibilité pour les nations et pour la communauté internationale de résoudre les problèmes en réduisant au minimum le désordre et la violence... La stabilité requiert que les structures sociales et économiques soient en mesure de satisfaire les besoins humains élémentaires et de respecter les droits humains fondamentaux. Ceci inclut le droit à une existence matérielle convenable, et donc l'accès à l'alimentation, au logement, à l'emploi et aux soins médicaux, de même que l'exercice des droits civils et politiques qui correspondent à la dignité de la personne". Le mépris des droits humains s'avère, en effet, l'une des sources principales d'instabilité. "Quels qu'en soient les effets à court terme au niveau de la sécurité, la répression désintègre le tissu social; elle engendre l'aliénation et la violence. La répression pratiquée dans un pays donné a tendance à se répercuter dans les pays voisins en les déstabilisant, comme le montrent bien l'ampleur des mouvements de population et la situation des réfugiés en Amérique centrale".

C'est d'ailleurs ce qui incite les membres de la commission à recom-

mander que l'Amérique centrale devienne une région importante dans la politique étrangère du Canada. Ils estiment, en effet, que l'escalade de la violence en Amérique centrale, qui menace d'engloutir la région entière, dépend d'abord et avant tout de causes internes mais qu'elle est encore accentuée par l'aide militaire fournie de l'extérieur à la fois par des gouvernements répressifs et des groupes révolutionnaires. Le Canada a été invité instamment à convoquer une conférence pan-américaine pour discuter la question de la sécurité dans les Antilles et en Amérique centrale.

### **Le Canada, membre de l'O.E.A. ?**

Le problème le plus compliqué, ou le plus âprement débattu, que devait aborder la commission pendant les derniers mois de ses travaux concerne l'entrée éventuelle du Canada au sein de l'Organisation des États américains (OEA). Le Canada est observateur permanent à l'OEA depuis 1972, et il a participé activement aux travaux de plusieurs agences spécialisées de l'Organisation. La majorité des membres de la commission a fini par recommander l'adhésion pleine et entière du Canada à l'OEA: néanmoins, une minorité importante et reflétant des horizons politiques diversifiés a inscrit sa dissidence.

Les arguments en faveur de l'adhésion complète et immédiate du Canada à l'OEA peuvent être résumés comme suit.

1) Quelles que soient les faiblesses de l'OEA, celle-ci demeure la seule organisation politique dans les Amériques qui regroupe à la fois des nations industrialisées du Nord (pour l'instant, il s'agit uniquement des États-Unis) et des pays en développement du Sud (que ce soient les Antilles anglophones ou les pays latino-américains).

Comme telle, l'OEA pourrait donc jeter un pont entre le Nord et le Sud et favoriser les efforts du Canada pour améliorer les relations Nord-Sud à l'échelle des Amériques.

2) L'OEA pourrait devenir plus efficace et le Canada pourrait contribuer à cette évolution. C'est ainsi qu'en devenant

membre de plein droit le Canada pourrait soutenir la réadmission de Cuba au sein de l'Organisation, et favoriser du même coup la normalisation des rapports entre Cuba et les États-Unis. Le Canada pourrait également appuyer la candidature de Bélize et de la Guyana, deux pays qui sont actuellement exclus en raison de conflits territoriaux avec le Guatemala et le Vénézuéla.

3) La commission a pu vérifier que presque tous les pays des Antilles et d'Amérique latine croient que le Canada devrait adhérer pleinement à l'OEA. La majorité des membres de la commission en conclut que le Canada serait en mesure d'atteindre mieux ses objectifs de promotion de la stabilité dans cette région du monde en entrant à l'OEA, en essayant d'y faire entrer aussi tous les pays du continent et en appuyant le travail de la Commission inter-américaine des droits humains. La position majoritaire se fonde sur la conviction que la pleine adhésion du Canada à l'OEA manifesterait sans équivoque que le Canada n'est plus une sorte d'appendice de l'Europe mais une nation pleinement enracinée dans le sol des Amériques.

### **Et l'autonomie ?**

À mon avis, cependant, les arguments qui militent contre l'adhésion du Canada à l'OEA gardent plus de poids que ceux qu'on vient d'exposer.

L'OEA est avant tout une organisation politique, et elle ne joue pratiquement aucun rôle en matière de développement. Comme institution politique, elle s'est avérée incapable de régler les conflits qui ont éclaté en Amérique centrale; la raison en est simple: elle est dominée par les États-Unis, qui défraient les deux tiers des dépenses de l'Organisation. Cuba a été exclue de l'OEA peu après la Révolution de 1959-60.

À l'heure qu'il est, le Canada jouit d'une position privilégiée et pratiquement unique en Amérique latine et aux Antilles: pays industriel avancé, il n'a pas d'histoire colonialiste, ni d'ambitions impérialistes, les échanges commerciaux du Canada avec les pays de la région sont en pleine expansion, et ce n'est pas son entrée à l'OEA qui les accroîtra.

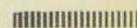
Les pays latino-américains cherchent présentement à opposer un front plus uni à certaines politiques

des États-Unis. La solidarité qui s'est exprimée en faveur de l'Argentine lors de la guerre des Malouines dépassait bien des barrières idéologiques et allait précisément en ce sens. En entrant dans une organisation qui est encore peu efficace et qui risque de perdre encore de son prestige, il risquerait de se retrouver aux côtés des États-Unis dans la plupart des débats économiques (Nord-Sud) comme dans bon nombre de conflits idéologiques (Est-Ouest); du coup, il perdrait une large part de l'influence et du prestige dont il jouit actuellement dans la région. À l'encontre des intentions des partisans de l'entrée du Canada à l'OEA, le pays apparaîtrait comme un satellite des États-Unis. Pis encore, l'opinion s'imposera peu à peu que l'entrée du Canada à l'OEA n'avait, au fond, pas d'autre objectif que de fournir aux États-Unis un allié loyal à l'intérieur de l'Organisation.

D'ailleurs, il suffit d'imaginer dans quelle situation se serait trouvé le Canada au moment du conflit des Malouines (s'il avait été membre de l'OEA, et non simple observateur), pour comprendre qu'il jouera un rôle plus important à l'échelle des Amériques en restant à l'extérieur des cadres officiels de l'OEA.

En conclusion, il convient de féliciter les membres de ce sous-comité de la Chambre pour la qualité de leur travail. Le président de la commission, Monsieur Maurice Dupras, s'est gagné l'estime et la reconnaissance de ses concitoyens en les sensibilisant à leurs responsabilités à l'égard des peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes qui luttent pour de meilleures conditions de vie, le respect des droits fondamentaux et de la justice sociale.

Il s'est fait le défenseur acharné de l'adhésion du Canada à l'OEA et nous ne partageons pas son avis sur cette question, mais nous sommes persuadés néanmoins que sa position repose sur la conviction sincère que le Canada peut jouer à l'OEA un rôle pleinement indépendant des visées de Washington. Toute la question est de savoir si cette conviction est bien réaliste. Le temps seul nous le dira.



## TOOTSIE OU LE REFUS RADICAL DU SEXISME

par Michel-M. Campbell

Si vous aimez rire. Si vous êtes sensibles aux rapports entre les sexes. Si la crise et le climat social vous dépriment. Courez voir *Tootsie*. Une bouffée d'air frais qui vous fera rire et qui alimentera votre réflexion. Ce film rivalise presque avec *E.T.*, comme succès commercial. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'appriivoisement de l'extra-ordinaire. Sauf que, dans le cas de *Tootsie*, l'autre ne vient pas d'ailleurs, il est ici, à l'intérieur même du personnage principal. Un homme, un macho même, qui entreprend, non pas de se travestir au sens habituel du terme avec ce que cela comporte d'hystérie et de rêve, mais de vivre en femme au raz du quotidien.

À première vue, on dirait un boulevard avec ses quiproquo et ses rebondissements. L'acteur Michael Dorsey (Dustin Hoffman), spécialiste dans les rôles de composition, a de la difficulté à se soumettre à ses réalisateurs. Il veut participer à la création de ses rôles, ce qui est mal vu dans le milieu. Si bien qu'on lui parie que personne ne voudra l'engager. Il entreprend alors de jouer son grand rôle. Il se fera passer pour Dorothy Michaels, une actrice pas trop jeune, et auditionnera pour le rôle d'Emily, une administratrice d'hôpital dans une série télévisée. Il n'est pas facile de vivre un triple personnage et Michael/Dorothy/Emily sont con-

frontés à des situations difficiles (par exemple, l'acteur/médecin qui s'arrange toujours pour embrasser ses partenaires féminins). Michael s'en sort en modifiant la personnalité des femmes qu'il joue. Elles refusent de jouer le jeu et deviennent des modèles féministes. À certains moments cela devient insoutenable, comme ce soir où il se trouve, tour à tour, dans la situation ambiguë d'un amour lesbien avec sa jeune compagne de travail (il l'aime, mais elle ne sait pas qu'il est un homme) et où il reçoit, tour à tour, les déclarations d'amour du père de cette dernière et d'un autre acteur. Cependant, le film ne prétend pas être féministe.

Pour sûr, Michael découvre ce qu'il en coûte d'être femme: en ce qui regarde les vêtements, les compromis (la jeune vedette de l'émission a une relation plus ou moins masochiste avec le réalisateur) et surtout le mépris à assumer. Il/elle doit se battre pour qu'on l'appelle par son prénom. Plus profondément, il s'agit d'un homme qui découvre qu'il est aussi capable de vivre dans une logique féminine. S'il ne sait pas quoi faire avec un bébé (les femmes doivent-elles le savoir?), il découvre qu'il peut, peut-être, mieux vivre ses relations en femme qu'en homme. Ainsi, Michael aurait sans doute eu avec sa jeune collègue une relation similaire

à celle du réalisateur. En Dorothy, il comprend et sympathise.

Quand on sait comment les acteurs hollywoodiens serrent les liens entre leur personnalité et leurs personnages (l'image biographique de Burt Reynolds et de Clint Eastwood coïncide avec leurs personnages de film qui sont faits sur mesure), on doit souligner le courage de Dustin Hoffman, qui a eu l'idée du film. À la fin, au moment où, ayant repris son identité d'homme, il rencontre la jeune vedette qu'il aime, il s'entend dire: "Je m'ennuie de Tootsie" — "Mais je suis Tootsie, répond-il. Elle est en moi... et je n'ai jamais été meilleur homme qu'au moment où j'étais elle". Radicalité du refus du sexisme. Non seulement respecter l'autre mais se respecter soi-même jusqu'à reconnaître l'autre qui est en soi.

J'essaie de saisir les films de l'intérieur mais en même temps j'essaie toujours aussi de les lire dans une perspective religieuse ou de foi. À première vue, ce genre de film où les gens sont tout à fait sécularisés semble à mille lieues de la tradition catholique dans laquelle je m'inscris. L'Église-institution semble avoir autant de sensibilité aux problèmes du sexisme que les tenants de l'apartheid en ont pour les droits des Noirs. Et le pape actuel a soulevé l'air d'un jingien dur qui vou-

drait plier les sexes aux grands archétypes. Pourtant *Tootsie* m'interroge en tant que chrétien. Il rejoint peut-être des expériences plus ou moins explicitées et plus ou moins réussies, dans notre tradition, pour ce qui est de vivre la sexualité mâle: la vie religieuse, par exemple. Plus profondément, dans sa problématique du refus des rôles stéréotypés, il rejoint peut-être saint Paul. Sa phrase énigmatique, "En Jésus, il n'y a plus ni homme ni femme" (Ga 3, 28), et surtout la li-

berté qu'il revendiquait devant l'obligation de la circoncision. Certains psychanalystes disaient qu'en décapant le gland, la circoncision marquait davantage la distinction des deux sexes. On peut sans doute aussi comprendre qu'elle était, sur le sexe de l'homme (et non sur celui de la femme), le signe de l'appartenance à Dieu.

La liberté devant la circoncision aurait alors son écho psychologique. L'humain est libéré du si-

gne: Dieu ne privilégie aucun sexe. Comme Dieu était mouvant et refusait un nom, l'humain est libre. Libre devant la nature, non immédiatement déterminée par son corps, mais vouée au dialogue de la différence qui est au cœur même de son corps. "Homme et femme, il les créa" (Gn 1,27). Question fascinante! *Tootsie* est une bonne amorce pour tenter d'en discuter.

# lettres

## Les Fous de Bassan

par Diane Alméras

### À propos de:

Anne Hébert, *Les Fous de Bassan*, Seuil, 1982, 249 p.  
Louis Caron, *La corne de brume*, Boréal Express, 1982, 271 p.

"Le vent a toujours soufflé trop fort sur la côte, et ce qui est arrivé n'a été possible qu'à cause du vent qui entête et qui rend fou." (*Les Fous de Bassan*)

De tous les bons écrivains d'ici, Anne Hébert est probablement celle qui a le mieux dit les mots gravés dans le silence d'un peuple confronté tant à l'immensité de la terre et de la mer, qu'aux puissances muettes du désir. On se tait, lorsque l'indicible se dresse au cœur de soi. Mais il semble aussi que ce soit là le vrai filon du talent d'Anne Hébert, le relatif insuccès d'*Héloïse*, son précédent roman publié en 1980, laissant entendre que même passionnés les échos du métro parisien n'ont pu éveiller l'émotion nécessaire au déploiement d'une écriture faite chair. Celle du *Torrent*, des *Chambres de bois* et de *Kamou-raska*.

Ce n'est donc pas sans raison que le prix Femina a accueilli la sortie des *Fous de Bassan*. La maturité de l'écrivain, son impeccable métier, sa profonde sensibilité du désir qui règne en souverain sur l'âme humaine,

éclate dans ce très beau livre où l'on retrouve l'odeur de vent, la saveur de terre, l'impulsion sauvage frémissant dans le sang en apparence tranquille des personnages, qui font la spécificité des romans d'Anne Hébert. J'y ai perdu un long dimanche avec un plaisir quasi douloureux.

*Les Fous de Bassan* raconte, à un premier chef, l'histoire lente et chaude de l'été 1936 à Griffin Creek, espace imaginaire pour la formation duquel Anne Hébert avoue avoir fondu ses "souvenirs de rive sud et de rive nord du Saint-Laurent, ceux du golfe et des îles". Cet été-là, la vie quotidienne du petit peuple de loyalistes américains réfugié sur la côte Atlantique avec la permission du gouvernement canadien est peu à peu subjuguée par le cri de désir qui se répercute silencieusement autour des cousines Nora et Olivia Atkins, derniers bourgeons en fleurs d'un arbre à la sève desséchée par le sable et l'isolement de Griffin Creek. Au soir du 31 août, la tension est brutalement rompue; mais il faudra enfermer à

Baie St-Paul l'idiot, le doux Percival, pour que cesse de se buter sur les vagues l'écho de ses hurlements désespérés. Dans le silence qui a suivi, la vie a quitté Griffin Creek.

Anne Hébert assure avec beaucoup de maîtrise l'élaboration de la danse funeste qui entraîne Olivia et Nora à la suite de Stevens Brown, sous les regards avides du révérend Nicolas Jones, possessifs des frères d'Olivia ou désolés de Percival, frère de Stevens, amoureux des petites Atkins. Les événements de cet été 1936 s'apparentent alors au rituel incessant du rapport entre les hommes et les femmes, dont le désir est la quintessence. De part et d'autre, on observe attentivement, comme "scrute la mer et le rivage l'oeil noir du fou de Bassan, braqué sur la surface de l'eau et dans l'épaisseur de l'eau, épiait à travers les vagues tout frémissement de vie, toute promesse de festin" (p. 42).

Hormis la pulsion sourde du mouvement inéluctable qui emporte Stevens et les deux cousines, de moins en moins complices, aucune manifestation claire d'émotions ne vient guider les protagonistes, on se tait, on se devine. Le talent des *Fous de Bassan* est d'avoir su traduire le climat d'incommunicabilité et d'appréhension quasi animale de l'autre, tout en permettant au lecteur de connaître avec précision les motifs et sentiments de chacun. L'auteure a pour

cela rassemblé les livres du révérend Nicolas Jones, écrit beaucoup plus tard à l'automne 82, de Nora et d'Olivia, celui de Percival, et les lettres de Stevens Brown à son ami Michael Hotchkiss. Le procédé n'a rien de nouveau, mais il affiche ici toute son efficacité. Anne Hébert prête à chacun ses mots merveilleux, palpables et vivants, bouchées de terre et de sang, afin que leur discours demeure le plus près possible de l'instinctif, collé à leur perception subjective. Renaît à fleur de peau l'été 1936 à Griffin Creek.

La dynamique des *Fous de Bassan* appartient jusqu'au fond de ses racines au monde romanesque de l'auteur du *Torrent*. Les femmes étaient dans des "chambres de bois", au sein desquelles les hommes qui les y enferment n'ont pas appris à pénétrer. Mais alors que se sent toujours la préférence d'Anne Hébert pour l'univers féminin, pour lequel son écriture devient tendre et lumineuse, les hommes ont cessé d'être muets. Rien ne ce serait passé à l'été 1936, si Stevens n'avait eu le besoin violent de faire admettre à Nora, pourtant prête à tout, et à Olivia, lointaine, apeurée, prisonnière de la cuisine de ses frères, la crudité du désir qui les habite elles aussi.

Ce roman éblouit et fait mal. D'un drame banal, Anne Hébert a produit une substance aussi dense que la vie, qu'il faut aborder les cinq sens en éveil. Pour exister soi-même intensément.

1. Louis Caron, *Le canard de bois*, Boréal Express, 1981.

## La corne de brume

Si j'ai choisi de jumeler le dernier roman de Louis Caron, *La corne de brume*, au récit d'Anne Hébert, c'est que son héros, est à sa manière un fou de Bassan, tentant d'arracher ses richesses à l'horizon. C'est aussi parce que ce soir-là, sur le Lac St-Pierre, le vent soufflait trop fort.

Le 19 mai 1885, un homme entêté manoeuvre une "Cage" entre les îles de Sorel, engueulant et se mettant à dos ses fils et son maigre équipage. Tim Bellerose est pressé d'arriver à Québec pour vendre le bois coupé dont est fait la cage aux marchands anglais de Wolfe's Cove. La nuit, les courants marins, la tempête viennent lui rappeler que toute sa vie les circonstances ont jeté à terre ses ambitions. Tim ne supporte plus aucun délai; il se lance seul sur le fleuve déchaîné.

Tout comme le premier volume des *Fils de la liberté*<sup>1</sup>, *La corne de brume* raconte le destin d'homme, un Belle-rose, qui tente d'assumer son individualité à des moments cruciaux dans l'histoire de son peuple. Mais devenu homme, Tim Bellerose se révèle très différent de son père adoptif, Hyacinthe Bellerose, exilé en Australie après les troubles de 1837. L'enfant irlandais qu'Hyacinthe transportait dans sa poche de loup a pour premier souvenir ses parents morts de misère. Puis l'homme qui se chargea de lui gâcha sa vie pour des chimères. Lui, il sera riche, construira sur du solide, aidé par sa femme Émilie et un mar-

chand juif enchanté de découvrir de la graine d'ambition chez un Canadien-français!

Le prétexte historique est cette fois le deuxième soulèvement des Métis dans l'Ouest canadien. Les nouvelles qui parviennent au Québec engendrent des passions. Tim s'y intéresse pour dissuader ses compatriotes de partir combattre auprès des Métis. Louis Riel est aussi illuminé que Pa-pineau.

*La corne de brume* n'est pas un grand roman. Il aurait fallu pour cela que Louis Caron organise de façon plus serrée les très nombreux éléments de son récit: l'entrée de Tim dans le monde des marchands de bois et sa dégringolade, l'insertion dans la narration des aventures d'exil d'Hyacinthe jusqu'en Californie, son retour en terre des Belle-rose, les amours de Tim avec sa femme Émilie, son aventure avec Nastasie la fille d'un de ses amis. Ses relations avec ses deux fils Jean-Jérôme et Jérémie. Malgré ce reproche, j'aime des romans de Caron l'honnêteté de ses personnages masculins. Il ne cherche pas à en faire des héros, mais s'attarde plutôt à trouver le fil d'une existence faite de désir, de défis, de peur et de moments de tendresse. Je ne dédaigne pas non plus qu'il leur donne des compagnes au sang vivant. Cela contraste agréablement avec les personnages féminins qui émergent habituellement des romans qui s'intéressent à cette époque de notre histoire. Il y a cependant entre *La corne de brume* et *Les Fous de Bassan* toute la différence qui sépare, au cinéma, le long métrage de qualité du feuilleton télévisé.

C'est le temps de passer à

**l'Action... NATIONALE**

Depuis 65 ans, l'Action Nationale analyse les événements sociaux, politiques et économiques et fait le point sur la situation du Québec. De fait, c'est la **plus ancienne des revues québécoises**, mais également la plus engagée. De Lionel Groulx, à nos jours, l'Action Nationale a su s'adjoindre des collaborateurs de renom, qui ont marqué leur époque. Soyez mieux informé et passez, vous aussi, à l'Action... Nationale!

Remplir le coupon et le retourner à:  
l'Action Nationale, 82 rue Sherbrooke ouest, Montréal,  
QC H2X 1X3 Téléphone: (514) 845-8533

### Je m'abonne

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Abonnement 1 an (10 numéros) 2 ans (20 numéros)

Québec  25\$  45\$

Autres pays  30\$  50\$

Abonnement de soutien  35\$ et plus

# pêle-mêle

Le Comité inter-Églises sur les droits humains en Amérique latine, dans son récent mémoire à l'ambassadeur canadien à la 39e session de la commission des droits humains des Nations unies, formule pour le cas de Haïti les recommandations suivantes:

"1) Que le Canada ne participe ni directement ni indirectement au financement ou à la construction des barrages de Verrettes-Lachapelle;

2) que toute politique d'aide du Canada à Haïti, à défaut d'être suspendue, soit subordonnée au respect des droits humains dans ce pays..."

Ça nous est l'occasion de corriger une information du numéro de janvier-février: Gérard Duclervil, animateur laïc d'un programme religieux à Port-au-Prince, n'a pas été relâché jusqu'à aujourd'hui. Les nombreuses requêtes à son sujet, tant celles signées par certains évêques et leurs collaborateurs diocésains que celles qui ont été envoyées par les chrétiens, catholiques et protestants, des petites communautés de base, et adressées au ministre des Cultes, M. Jean-Robert Estimé, sont restées sans réponse... Nous apprenons par ailleurs que le président Duvalier se serait acheté une limousine de 80 000\$ pour aller chercher le Pape à l'aéroport...

Voici les thèmes des prochains "lunds" de RELATIONS. En février, les alternatives à la grève dans le secteur public et para-public. Le 21 mars: le message des évêques canadiens sur la crise économique. Le 18 avril: le mouvement populaire en Amérique latine et au Québec. Enfin, le 16 mai: le logement à Montréal, problème social. Les soirées se déroulent à la Maison Bellarmin (25, Jarry ouest), de 19h30 à 22h00 et l'entrée est libre.

Si les taux de natalité se maintiennent à leur niveau actuel en Afrique du Sud, le pays comptera, en 1985, un peu plus de 5 millions de Blancs, un million d'Indiens, 3 1/2 millions de Métis... et 24 millions de Noirs.

Devant la "menace démographique" que ces projections font peser sur la minorité blanche, un fonctionnaire du gouvernement de Pretoria a évoqué publiquement la possibilité d'imposer un contrôle des naissances à la population noire... et le modérateur de l'Église hollandaise réformée d'Afrique du Sud a enjoint les couples blancs (*all-white*) d'avoir au moins 4 enfants.

L'Église hollandaise réformée d'Afrique du Sud a été récemment expulsée de l'Alliance réformée mondiale à cause de ses positions sur l'apartheid.

L'usage de la cigarette diminue dans les pays industrialisés mais, rassurez-vous, les grands barons du tabac sont en train de créer un marché lucratif dans les pays en développement. La consommation de cigarettes per capita dans le tiers monde est passée de 539 au début des années soixante à plus de 800 aujourd'hui. Dans ces pays, les producteurs n'ont généralement pas à s'inquiéter de législations sur la publicité et de contrôle de la qualité. En 1977, pourtant, une étude réalisée aux Philippines indiquait que les cigarettes distribuées par quatre grandes compagnies multinationales contenaient deux fois plus de goudron que les cigarettes vendues en Angleterre sous les mêmes étiquettes. L'Organisation mondiale de la santé a commandé une étude sur une cinquantaine de marques de cigarettes vendues dans les pays en développement, pour en mesurer la teneur en goudron, en nicotine et en monoxyde de carbone.

On sait qu'à la fin de ses études de High School, l'étudiant américain moyen a passé quelque 11 000 heures en classe et plus de 15 000 heures devant la télévision. Quant aux adultes, dans des pays comme le Canada, les États-Unis ou la Grande-Bretagne, ils passent au moins deux heures par jour devant le petit écran. Évidemment, la télévision communique bien plus rapidement que l'imprimé, mais un sondage réalisé aux États-Unis par la *National Association of Broadcasters* a pu constater qu'immédiatement après un bulletin d'informations 51% des téléspectateurs interrogés ne pouvaient se rappeler une seule manchette.

d'après *The New Internationalist*

Selon l'économiste-conseil de l'Association des propriétaires d'immeubles du Québec (PROPIQ), la hausse du coût des loyers pour 1983 devrait être fixée à 18%, au moins. Son étude démontre que pour récupérer les pertes encourues en 1982 (pertes dues aux taux d'intérêt élevés, à la hausse du prix des carburants, à la majoration du coût des matériaux de construction et de la main-d'oeuvre, à l'augmentation des tarifs de l'électricité, etc.), les propriétaires devront patienter pendant trois ans. Il conclut que le chiffre de 7% avancé par M. Guy Tardif, ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur, est IR-RÉALISTE et INACCEPTABLE. De son côté, le représentant du Cabinet qualifie d'INADMISSIBLE et d'INJUSTIFIABLE la demande de 18%. Les taxes, les assurances, les coûts du chauffage et d'entretien ou de prévisions pour l'année en cours? Par delà cette bataille de chiffres et cette escalade d'épithètes, la question est de savoir si le logement doit rester un marché comme un autre. En d'autres mots, quel rôle régulateur revient au gouvernement? Saura-t-il se montrer aussi ferme, face aux propriétaires, qu'il a voulu l'être face à ses employés?

# tant de choses au coeur

## IMPROVISATION SUR UN THÈME DE LA GENÈSE

“Je mettrai l'hostilité entre toi et la femme” (Gn 3,15). Dieu s'adresse au serpent qui représente, selon les exégètes, le pouvoir politique ou la puissance de fécondité; la psychanalyse dirait: la puissance phallique. Prophétie, malédiction ou simple observation millénaire, ce verset du premier Livre demeure criant d'actualité.

L'hostilité brûle une masse incalculable d'énergies. Elle compromet la rencontre d'autrui et, irréversible, elle se retourne contre sa propre source quand la cible s'esquive. Le plus ancien Testament en révèle la présence depuis le commencement du monde, le Nouveau en prédit la pérennité (Mt 10,34s) et la manière dont va ce monde en manifeste les fruits pernicieux.

L'inter-agression appartient aux fatalités. Elle constitue même une condition essentielle à l'équilibre des écosystèmes: le mieux doté se nourrit des plus faibles. Dans le coeur de l'homme, elle est toujours également créée à partir d'un rapport de domination.

Il arrivera que l'histoire gratifie l'humanité de conciliateurs ponctuels. À ce titre, l'imposante figure de Ghandi aura marqué l'aube de ce siècle. Cependant l'humanité rapace parvient toujours à récupérer les semences de la justice dans l'engrenage de quelque suprématie. Aussi l'arme des pauvres, coulée par les Indiens dans la *résistance passive*, se retrouve-t-elle aujourd'hui entre les mains de confortables corps professionnels. De salvatrice qu'elle fut à l'origine, la grève boucle de nos jours le cul-de-sac des chasses gardées.

Bizarrement, c'est à la femme que l'auteur sacré accorde le double rôle de la victime et du vainqueur. D'une part, il la prédestine à l'état d'aliénation: “Tu seras avide de ton homme et lui te dominera.” (Gn 3,16). D'autre part, il lui fait remporter le combat final: sous son talon, à peine blessé, le mâle pouvoir politique avalera la poussière et verra sa tête écrasée. (Gn, 3,15). En réalité, il n'y a pas là de contradiction. La femme, rompue aux douleurs de fond se fait peut-être au cours du temps une cheville plus légère. Par ailleurs, le plus hostile, à savoir le mieux dominé, l'emporte souvent sur le plus fort qui, de son côté, commet l'erreur de l'insouciance.

Où en est l'histoire de cette dialectique où s'entre-déchirent l'un et l'autre sexe? Pendant que les sciences humaines s'ingénient à retracer l'enracinement culturel, anthropologique et psychique de leurs différences, la femme et l'homme en viennent progressivement à la posture du face à face. Ayant accédé à la parole, la femme maîtrise de mieux en mieux son propre discours (là-dessus même les critiques littéraires masculins accusent l'unanimité). Néanmoins, le discours résulte de cassures déjà opérées. À mesure que la femme érode

les structures de son servage, l'homme-seigneur a du mal à se définir une identité dépouillée des privilèges acquis. Des secousses sensibles ébranlent un bien vieil équilibre: elles ne peuvent pas éviter quelque désastre au passage. Les parents mangent-ils des raisins verts que leurs enfants en ont les dents agacées (d'après Jr 31,29). La femme se dresse, l'homme résiste, mais on ignore comment les enfants, issus de la guerre froide, assumeront les frissons consécutifs.

Suite à l'élaboration contemporaine de la *conscience de soi*, chacun s'agrippe qui au maintien qui à la conquête de ses pouvoirs et s'acharne à l'équilibration de son propre narcissisme. Le nécessaire don de soi inhérent aux fécondités perd ses lettres de noblesse; il devient même suspect au regard d'une certaine mentalité psychologisante. Là devant, l'Évangile a ouvert une piste littéralement imbuvable: on ne trouve sa vie qu'en la perdant. Voilà un risque dément dans un univers politique rivé à la crédibilité des *garanties*. Vivre de l'Évangile revient plus que jamais à s'aliéner aux yeux du monde. Pourtant ne pourrait-on voir dans ce paradoxe les paramètres d'une simple sagesse? Sur les terrains même les plus profanes de l'existence, peut-on faire l'économie de l'altruisme sans hypothéquer les fondements de la viabilité humaine?

Dans le vif du combat qui oppose l'homme séculaire et la femme avenir<sup>1</sup>, l'équilibre de l'amour et “l'assumption” des hostilités pourraient-ils résulter du partage consenti de vies à moitié perdues et à demi retrouvées? Dans toute recherche d'équilibre, chacun est appelé à risquer quelque chose. Cependant il est clair que dans celle-ci, l'homme, en tant que détenteur des clés de la technologie et possesseur de l'hégémonie politique, s'annonce le plus gros perdant.

Sur le plan plus privé, l'homme ne peut guère mettre concrètement les mains aux pâtes de la vie sans entrer dans l'anonymat des travaux apparemment futiles et des croissances imperceptibles. Il risque d'y perdre son prestige et de trouver l'image de lui-même dans ce qui pousse plutôt que “dans ce qui fonctionne” ou dans ce qui rapporte. Les femmes connaissent de fond en comble le prix de la gratuité; le piège qui les guette serait plutôt que, dans l'exaltation de leurs nouveaux pouvoirs, elles rompent avec les gratuités et renient leur fidélité foncière envers les choses de la vie.

Le Livre de la Genèse nous prévient-il de l'incapacité où se trouve l'homme à réduire à de plus justes proportions sa raison raisonnante? L'humanité doit-elle attendre de la femme qu'elle lui écrase la tête?

1. D'après le titre d'un livre de France Quéré, Seuil, 1976.

Andrée Pilon Quiviger

N2J 2X0 KITCHENER ON WATERLOO

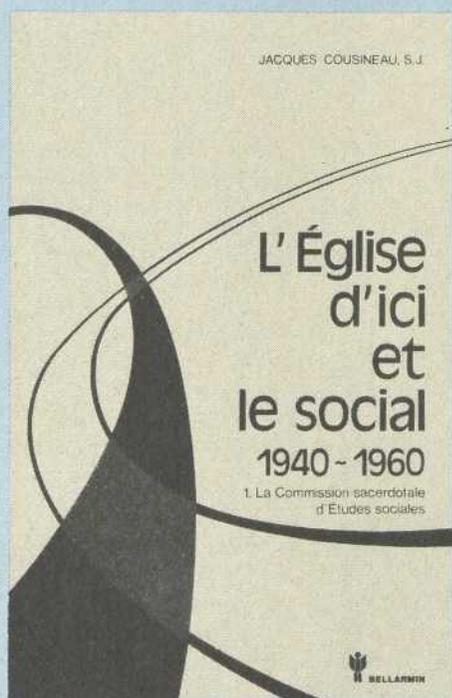
DE NOUVEAUX TITRES DISPONIBLES

Tous les titres des Collections

## CHRISTUS et CROIRE AUJOURD'HUI

Après des difficultés prolongées, nous sommes maintenant en mesure d'offrir à notre clientèle les titres de ces deux collections très populaires. Deux ou trois titres seulement sont présentement en réimpression ou ne sont pas disponibles. Demandez la liste complète.

Le prix des ouvrages de la collection CROIRE AUJOURD'HUI est maintenant fixé à 9,95 \$.



## RAPPEL

### L'ÉGLISE D'ICI ET LE SOCIAL

1. La commission sacerdotale d'études sociales par Jacques Cousineau, S.J.  
287 pages, 15 \$

Voici l'histoire d'une époque encore peu connue dans la vie de l'Église du Québec.

Pour comprendre la situation actuelle de l'Église, il faut connaître l'évolution historique qui s'est déroulée, et en particulier le rôle exercé au Québec par l'Église dans les années 1940-1960.

Ce que nous vivons depuis les années soixante apparaît alors comme un aboutissement, non plus comme une rupture.



Éditions Bellarmin  
8100, boul. Saint-Laurent  
Montréal H2P 2L9  
Tél.: (514) 387-2541